



# KNOWLEDGE MATTERS

Résilience climatique

Numéro 35 | Septembre 2023

**CONCERN**  
worldwide

**ENDING  
EXTREME POVERTY  
WHATEVER  
IT TAKES**

Si vous avez des contributions, des idées ou des sujets pour les prochains numéros de «Knowledge Matters», veuillez contacter l'équipe éditoriale par courrier électronique à l'adresse [knowledgematters@concern.net](mailto:knowledgematters@concern.net).

Les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de Concern Worldwide ou de ses partenaires.

## Les bases de Knowledge Matters

Knowledge Matters propose une analyse pratique du travail humanitaire et de développement de Concern Worldwide. Elle constitue un forum d'échange d'idées et d'expériences pour le personnel et les partenaires. La publication s'engage à encourager une analyse de haute qualité dans la compréhension du travail de Concern. Le personnel et les partenaires de Concern documentent leurs idées et leurs expériences par le biais d'articles. Les articles sont très courts - de 500 à 1 500 mots. En général, vous ne disposez que d'un ou deux points intéressants. Voici quelques conseils pour la rédaction d'un article de fond :

- Commencez par imaginer votre public - un collègue de Concern. Pourquoi est-il intéressé - pourquoi veut-il lire ce que vous avez à dire ? Lorsque vous aurez identifié votre point le plus important, présentez-le dès le début de l'article, dans le titre ou dans la première phrase.
- Que peuvent apprendre les autres de votre histoire ? Concentrez-vous sur ce point. N'oubliez pas d'étayer votre récit par des preuves. Celles-ci peuvent être tirées d'évaluations.
- Il est plus facile d'inciter les gens à lire si vous commencez par une perspective humaine - en mentionnant des personnes et des événements réels. (Il n'est pas nécessaire de donner des noms).
- Utilisez des phrases courtes. Utilisez le guide de style de Concern pour vous aider.
- Les paragraphes ne doivent pas dépasser six lignes.
- Utilisez un langage clair. De nombreux lecteurs de «Knowledge Matters» ne sont pas des anglophones ou des francophones natifs. Il convient donc d'éviter d'utiliser des expressions ou un langage familier qui pourraient ne pas être facilement compris par d'autres.
- Ne supposez pas que le lecteur a un niveau de connaissance élevé du sujet que vous abordez.
- Utilisez des phrases actives («nous avons organisé un atelier» et non «un atelier a été organisé»).
- Utilisez des expressions courtes et claires.
- Votre titre doit être court - pas plus de huit mots.
- Si nécessaire, utilisez des photos pour accompagner le récit, mais veillez à respecter le code de conduite de Dóchas sur les images et les messages.

**Photo de couverture:** Plusieurs options de collecte d'eau sont possibles au puits peu profond de Mesajid, Filtu Woreda, zone de Liben, région Somali, Éthiopie. Les communautés et le bétail à des kilomètres à la ronde dépendent fortement de cette précieuse source d'eau. Photo : Michael Mulpeter, Concern Worldwide

# Contenu

- 4 Introduction : La compréhension et l'approche de Concern en matière de résilience climatique

---

- 7 Atteindre la résilience face aux inondations grâce à un plaidoyer mené par la communauté : Alliance de Zurich pour la résilience face aux inondations (ZFRA)

---

- 12 Approche participative de la gestion communautaire des bassins versants : Ethiopie REGRADE (RESilience / GRADuation / Evidence)

---

- 17 Renforcer la résilience des communautés au Pakistan - 11 ans d'expérience et d'apprentissage du programme

---

- 23 Alerte précoce et action rapide (EWEA) : Renforcer la résilience en Somalie

---

- 29 PROSPER : Approches visant à renforcer la durabilité environnementale au Malawi

---

- 35 Le plaidoyer mondial de Concern sur le changement climatique

## De la part du rédacteur en chef du numéro :

Bienvenue dans le dernier numéro de «Knowledge Matters» !

Ce numéro met en lumière la diversité des approches adoptées par Concern pour promouvoir la résilience climatique dans plusieurs pays, notamment par le biais d'actions de plaidoyer au niveau communautaire et mondial.

Les articles illustrent la complexité de l'intégration du changement climatique dans divers programmes et contextes et reflètent la rapidité avec laquelle la réflexion sur la programmation de la résilience a évolué au fil du temps. Il est important de noter que les programmes ne se sont pas seulement concentrés sur les ménages et les communautés, mais aussi sur les institutions et les cadres politiques qui mènent la prise de décision et la planification à tous les niveaux. Nous avons également inclus un article sur notre plaidoyer au niveau mondial, où nous travaillons pour influencer la manière dont la résilience climatique est financée et le montant de ce financement.

Les programmes ont mis en œuvre des ensembles d'activités en travaillant directement avec les individus, les ménages et les communautés, ainsi qu'avec les institutions locales, les gouvernements locaux et nationaux, et en collaboration avec le secteur privé.

Les articles ne présentent pas toute l'expérience de Concern en matière de résilience climatique à ce jour, mais fournissent un échantillon d'approches variées issues des programmes de Concern au Bangladesh, en Éthiopie, au Kenya, au Malawi, au Pakistan, en Somalie et au Sud-Soudan. Tous les programmes ont obtenu des résultats pour les populations pauvres qui contribuent à renforcer leur résilience et à améliorer leur bien-être en dépit des chocs et des stress. En apprenant quelles approches fonctionnent dans quels contextes, ce numéro de Knowledge Matters vise à influencer la conception et la mise en œuvre des programmes au sein et au-delà de Concern et de ses partenaires. Il s'appuie sur les efforts que nous déployons pour partager les connaissances au sein de Concern par le biais de notre communauté de pratique sur la résilience climatique. Cette communauté de pratique est ouverte à tous ceux qui, au sein de Concern, sont impliqués ou intéressés par la résilience climatique. N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez nous rejoindre ou en savoir plus.

Nous remercions les auteurs et les réviseurs qui, ensemble, ont rendu ce numéro possible, ainsi que Finola Mohan, Chris Pain et Michelle Kearns pour leur soutien à la production du contenu.

Bonne lecture de ces articles ! Ils regorgent de pratiques prometteuses et d'informations précieuses qui, nous l'espérons, ouvriront de nouvelles perspectives pour les programmes de résilience climatique.

**Sally Tyldesley**, responsable du plaidoyer et **Michael Mulpeter**, conseiller organisationnel en matière de climat et d'environnement, équipe «Moyens de subsistance» de SAL

# Introduction : La compréhension et l'approche de Concern en matière de résilience climatique

Auteur : Michael Mulpeter

Les crises du climat et de la biodiversité sont bien réelles et nous constatons déjà l'impact brutal des changements climatiques dans les régions où Concern travaille. Les personnes vivant dans l'extrême pauvreté sont souvent très dépendantes des ressources naturelles pour leur subsistance et sont donc touchées de manière disproportionnée par les effets du changement climatique. Les changements dans la biodiversité affectent à leur tour le climat, impactent négativement la sécurité alimentaire et mettent les gens en danger. Ces deux crises sont étroitement liées, le déclin de l'une et de l'autre accélérant notre exposition jusqu'à un point de basculement irréversible. Plutôt que de les aborder comme des problèmes distincts, nous avons décidé de les traiter ensemble.

Aucun pays n'est à l'abri des effets du changement climatique, mais le fait est que ceux-ci affecteront différemment chaque partie du monde. Les pays en développement devraient être les plus touchés par la crise climatique, malgré leur contribution minimale aux émissions mondiales et leurs ressources limitées pour y faire face. Les événements climatiques ont le plus grand impact sur les personnes vivant dans la pauvreté et exacerbent les inégalités existantes. L'initiative Notre Dame Global Adaptation Initiative (ND GAIN)<sup>1</sup>, un indice de vulnérabilité climatique, révèle une relation négative écrasante entre le revenu d'un pays et sa vulnérabilité au changement climatique. Selon un rapport récent d'Oxfam intitulé «The Cost of Delay» (le coût de l'attente), le nombre d'événements climatiques et météorologiques extrêmes auxquels sont confrontés les pays en développement a plus que doublé depuis 1991, entraînant plus de 676

000 décès au cours de cette période. Ces pays ont un besoin urgent d'un soutien international pour opérer une transition durable sans compromettre leur croissance.

En 2022, la Corne de l'Afrique a connu la pire sécheresse jamais enregistrée<sup>2</sup>, détruisant les moyens de subsistance et poussant les communautés au bord de la famine. Près d'un an s'est écoulé depuis les inondations meurtrières qui ont frappé le Pakistan en 2022. Le redressement après les inondations présente des lacunes importantes et des centaines de milliers de personnes souffrent toujours d'insécurité alimentaire et n'ont pas d'abri permanent. Les communautés qui luttent pour se relever sont maintenant confrontées à la probabilité de nouvelles catastrophes à court terme, les extrêmes climatiques étant appelés à s'intensifier. Cette situation souligne l'importance de la priorité accordée par les autorités à l'action climatique, mais indique également que la marge de manœuvre pour s'adapter au changement climatique s'amenuise rapidement.

Au cœur de l'action climatique de Concern se trouve l'intégration des approches de réduction des risques de catastrophes (DRR – Disaster Risk Reduction en anglais) et d'adaptation au changement climatique (ACC) pour aider les personnes vivant dans l'extrême pauvreté à s'adapter au changement climatique et à ses effets, à minimiser ou à éviter les pertes et les dommages et, si possible, à appliquer des solutions ancrées sur l'environnement. Nous soutenons la durabilité de ces actions en renforçant les systèmes, par exemple en

<sup>1</sup> L'initiative Notre Dame Global Adaptation (ND-GAIN) : <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/>

<sup>2</sup> Une récente étude d'attribution rapide menée par la World Weather Attribution Initiative a révélé que le changement climatique a multiplié par 100 la probabilité de la sécheresse agricole actuelle dans la région.

développant des systèmes communautaires efficaces de gestion des ressources naturelles et des risques de catastrophes.

Il est essentiel de travailler avec les communautés les plus vulnérables dans le contexte d'un climat changeant et de s'appuyer sur leurs mécanismes de gouvernance existants pour réduire leur vulnérabilité et renforcer leur résilience afin de résister aux futurs événements extrêmes. Notre approche de la résilience climatique consiste essentiellement à s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité et à renforcer la capacité des systèmes sociaux, économiques et de ressources naturelles qui permettent aux communautés de résister aux chocs, de s'adapter et de se transformer. Plus

que jamais, il est essentiel que l'action en faveur du climat et de l'environnement ne soit pas considérée comme un «luxe» ou un problème de «développement à long terme». La science du changement climatique continue de réitérer la nécessité d'agir<sup>34</sup>. À l'avenir, Concern pourra tirer parti de l'expérience et des enseignements de ses programmes dans ce domaine et devenir un acteur majeur dans le traitement des priorités liées au climat, à la nature et au développement.

Les articles de ce numéro de Knowledge Matters présentent différents types de programmes de résilience climatique visant à aider les communautés à s'adapter aux effets de plus en plus graves du changement climatique et de la destruction de l'environnement.<sup>5</sup>

## TABLEAU DES TERMES CLÉS ET DES DÉFINITIONS

TERME	DÉFINITION
Adaptation au climat / Résilience au climat	L'adaptation au climat est définie comme le processus d'ajustement au climat réel ou prévu et à ses effets. <sup>5</sup>
La résilience	La résilience est généralement considérée comme la capacité des systèmes à fonctionner face à des perturbations.
Justice climatique	Une justice qui associe le développement et les droits de l'homme pour parvenir à une approche centrée sur l'homme dans la lutte contre le changement climatique, la sauvegarde des droits des personnes les plus vulnérables et le partage équitable et juste des charges et des bénéfices du changement climatique et de ses impacts.
3As	<p><i>La capacité d'adaptation</i> est la capacité des systèmes sociaux à s'adapter à des risques multiples, à long terme et futurs liés au changement climatique, ainsi qu'à apprendre et à s'adapter après une catastrophe.</p> <p><i>La capacité d'anticipation</i> est l'aptitude des systèmes sociaux à anticiper et à réduire l'impact de la variabilité du climat et des phénomènes extrêmes grâce à la préparation et à la planification.</p> <p>La capacité des systèmes sociaux à absorber et à faire face aux impacts de la variabilité du climat et des extrêmes climatiques est connue sous le nom de "<i>capacité d'absorption</i>".</p>

<sup>3</sup>. PNUE, 2022. [Rapport sur le déficit d'émissions](#)

<sup>4</sup>. GIEC, 2013 :Changement climatique 2013 : Les bases scientifiques physiques. Contribution du groupe de travail I au cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

<sup>5</sup>. GIEC, 2018. [Glossaire](#)

TERME	DÉFINITION
LLA	Adaptation menée localement - Les huit principes de l'adaptation menée localement ont été élaborés par la <a href="#">Commission mondiale sur l'adaptation</a> et lancés lors du sommet sur l'adaptation climatique de 2021, afin d'orienter les efforts visant à promouvoir l'adaptation menée localement.
Systèmes d'alerte précoce (SAP)	L'ensemble des capacités techniques et institutionnelles permettant de prévoir, de prédire et de communiquer des informations d'alerte opportunes et significatives afin de permettre aux individus, aux communautés, aux écosystèmes gérés et aux organisations menacés par un aléa climatique de se préparer à agir rapidement et de manière appropriée afin de réduire la possibilité de dommages ou de pertes.
Durabilité environnementale	<p>La durabilité environnementale est la référence environnementale la plus importante des standards Sphere et peut, dans une large mesure, être appliquée à d'autres secteurs. Ses principales activités sont les suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Intégrer l'évaluation et la gestion des incidences sur l'environnement dans l'ensemble de la planification ;</li> <li>- Mise en œuvre de programmes respectueux de l'environnement ;</li> <li>- Choisir des matériaux et des techniques durables ;</li> <li>- Gérer les questions clés liées à l'impact sur l'environnement, telles que les déchets solides, l'énergie et les pratiques d'utilisation des sols ;</li> <li>- Mettre en place, restaurer et promouvoir des systèmes d'approvisionnement en énergie sûrs, fiables, abordables et durables sur le plan environnemental ; et</li> <li>- Protéger, restaurer et améliorer la valeur écologique des sites opérationnels pendant et après leur utilisation et leur déclassement/transition vers le développement d'une manière respectueuse de l'environnement.</li> </ul>

# Atteindre la résilience aux inondations par le biais d'un plaidoyer mené par la communauté : Alliance de Zurich pour la résilience face aux inondations

Auteures : Afsari Begum, Thomas Mayuen, Jackson Mekenye, Wogani Kawonga et Seona McLoughlin

Concern Worldwide est partenaire de l'Alliance de Zurich pour la résilience face aux inondations (Zurich Flood Resilience Alliance, ZFRA) depuis 2018. Nous mettons actuellement en œuvre le programme dans quatre pays: le Bangladesh, le Kenya, le Malawi et le Soudan du Sud. ZFRA est un partenariat multisectoriel qui se concentre sur la recherche de moyens pratiques pour soutenir les communautés à renforcer leur résilience face aux risques d'inondation.

Les programmes de Concern dans chaque pays varient en fonction du contexte, mais ils ont tous des éléments communs. Chaque pays développe une solution basée sur des preuves en utilisant l'outil Flood Resilience Measurement for Communities (FRMC) pour comprendre de manière holistique les risques d'inondation

et le niveau de résilience correspondant des communautés. Ces données sont recueillies avec la pleine participation des membres de la communauté et des autorités locales et nationales. Une fois les données collectées, elles sont évaluées à travers les différentes sources de résilience, notamment en utilisant les cinq capitaux du cadre des moyens de subsistance durables : humain, naturel, physique, social et financier. Après analyse des données, les résultats sont présentés et validés par la communauté. Chaque communauté élabore également une déclaration de vision de la résilience. Grâce à cette approche, les communautés sont aidées à mieux comprendre et identifier leurs forces ainsi que leurs risques et vulnérabilités aux inondations. Les

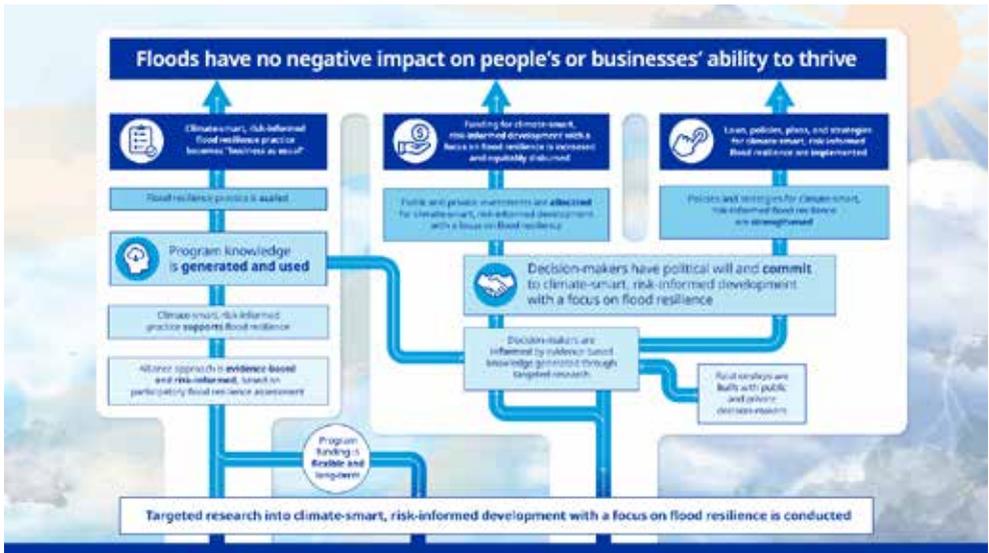


Figure 1 : la théorie du changement de la ZFRA (version vidéo disponible à l'adresse <https://youtu.be/JVS5IMW7w5Q>)

communautés développent ensuite des plans d'action communautaires, qui identifient les interventions nécessaires pour les aider à se préparer aux inondations, à en atténuer l'impact et à garantir une réponse rapide et efficace.

## Le plaidoyer dans le programme ZFRA

Les objectifs globaux de la ZFRA (voir figure 1) sont d'améliorer les pratiques de résilience aux inondations au niveau communautaire, d'augmenter le financement de la résilience aux inondations aux niveaux local, national et mondial, et de s'assurer que les lois et les politiques qui ont un impact sur les pratiques de résilience aux inondations sont renforcées et mises en œuvre. Ces objectifs sont en grande partie atteints par le biais du plaidoyer et sont intégrés dans chacun des programmes nationaux de Concern. Les actions sont conçues dans le cadre d'une approche communautaire ascendante.

Le programme ZFRA vise à créer un **environnement propice** à la prospérité des communautés et à leur adaptation aux inondations. Cela implique d'examiner les rôles et les responsabilités des parties prenantes à tous les niveaux et de leur demander des comptes. En particulier, nous travaillons avec les communautés pour renforcer leur capacité à demander des comptes aux responsables plutôt que de les laisser parler au nom de ces memes communautés.

Les données recueillies dans toutes les communautés sont utilisées de différentes manières pour communiquer les besoins spécifiques des communautés et, en fin de compte, pour plaider en faveur de ressources et de politiques permettant de répondre à ces besoins. Chaque programme de la ZFRA donne la priorité à l'établissement de relations entre les communautés et les parties prenantes du gouvernement par le biais de sa méthodologie participative.

Nous présentons ci-dessous quelques-unes des activités clés identifiées par les communautés et l'impact de l'approche de plaidoyer adoptée dans chacun des quatre pays de la ZFRA :

## Kenya

Grâce au processus de collecte de données du FRMC, 13 communautés du Kenya ont identifié les domaines suivants comme étant prioritaires dans leurs plans d'action communautaires :

- Adoption de pratiques agricoles intelligentes face au climat.
- Installation d'un système d'apiculture entièrement équipé.
- Assainissement géré par la communauté.
- Développement d'infrastructures de micro-irrigation.

Il ressort des interactions avec les communautés que la plupart des programmes de Tana River se sont davantage concentrés sur la réponse aux situations d'urgence que sur le renforcement de la préparation aux événements et l'atténuation de l'impact. Les données de l'outil FRMC et les plans d'action communautaires sont donc utilisés pour inciter les parties prenantes à investir dans la résilience aux inondations plutôt que dans la réponse aux inondations. Le programme a commencé à influencer le financement au niveau du comté en contribuant activement au plan de développement intégré quinquennal du gouvernement du comté pour s'assurer que les priorités de la communauté sont incluses.

Grâce à une formation à la défense des intérêts, les communautés ont identifié des champions pour défendre leurs intérêts. Une communauté a utilisé son plan d'action communautaire pour plaider en faveur d'une passerelle et a réussi à obtenir une promesse de financement. Une autre communauté a rencontré des difficultés avec un chef de village qui ne défendait pas efficacement ses besoins. Grâce aux compétences acquises au cours de la formation, les défenseurs de la communauté ont présenté une pétition au commissaire adjoint du comté et le chef du village a été démis de ses fonctions. Il s'agit là d'une première étape essentielle dans la création d'un environnement favorable qui permettra à la communauté de demander plus efficacement des comptes aux parties prenantes.

Groupe de femmes Handaraku au Kenya discutant des interventions possibles. Crédit photo : Euniah Miruka, responsable du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage, Concern Worldwide



Handaraku womens group in Kenya discussion on possible interventions. Photo credit: Euniah Miruka, Monitoring, Evaluation and Learning Officer, Concern Worldwide

## Malawi

Au Malawi, le projet travaille avec 15 communautés de sept autorités traditionnelles dans le district de Nsanje, qui est l'un des points chauds du pays en matière d'inondations. Grâce au processus FRMC, les communautés ont identifié les domaines d'intervention suivants :

- Renforcement du système d'alerte précoce : campagnes de sensibilisation des communautés, exercices de simulation, réparation et installation de matériel d'alerte précoce (jauges fluviales) et fourniture d'équipements de communication.
- Formation au renforcement des capacités en matière de ressources naturelles et de gestion intégrée des bassins versants, de gestion des risques de catastrophe, d'agriculture intelligente face au climat et d'eau, d'assainissement et d'hygiène.
- Mise en place de mécanismes de financement communautaires pour la résilience.
- Lignes directrices communautaires pour la construction de meilleures maisons dans des zones sûres et pour l'aménagement des zones.
- Réhabilitation des infrastructures (digues et drainage).

Les communautés ont utilisé les plans d'action communautaires pour inciter le gouvernement à prendre des mesures sur les principales lacunes qu'elles ont identifiées. Deux communautés ont contacté les autorités gouvernementales pour demander que des mesures soient prises en matière de drainage et de remise en état des digues. Aucun financement n'étant disponible à court terme au niveau gouvernemental, les communautés ont décidé d'organiser une collecte de fonds au cours de laquelle elles présenteront leurs plans d'action aux organisations qui financent les activités de résilience dans le district.

Concern a également établi des partenariats avec d'autres organisations mettant en œuvre des projets de résilience au niveau du district en partageant les principales conclusions des données du FRMC. Le développement de simulations d'inondations et d'exercices a été identifié par les communautés comme important pour renforcer leur capacité à répondre aussi rapidement et efficacement que possible aux inondations. Quatre organisations se sont réunies et ont organisé les simulations conjointement ; certaines ont apporté des fonds, d'autres ont fourni l'expertise technique, d'autres encore ont fourni le

transport, le matériel et d'autres contributions en nature. En travaillant ensemble, cette approche partenariale a permis d'éliminer les cloisonnements dans lesquels les organisations peuvent parfois travailler et d'élargir la portée de l'exercice à un plus grand nombre de membres de la communauté. Les responsables du district souhaitent maintenant que cette approche soit reproduite dans l'ensemble du district.

## Bangladesh

Dans le cadre du projet ZFRA, Concern travaille depuis 2018 avec 21 communautés de Char land (Riverine Island) - il s'agit de communautés qui vivent sur des îles végétalisées très exposées dans des zones inondables. Les zones d'intervention prioritaires comprennent :

- L'agriculture intelligente face au climat.
- Infrastructure d'eau potable sûre.
- Santé du bétail.

Les plans d'action communautaires ont permis de déterminer les interventions les

plus nécessaires et d'identifier les services et les fonctionnaires compétents avec lesquels il fallait s'engager. Chaque plan a été présenté à l'ensemble de la communauté, qui a choisi des représentants pour mener le processus de plaidoyer. Ces représentants ont présenté le plan de la communauté aux fonctionnaires, en soulignant les domaines dans lesquels une collaboration étroite serait nécessaire. Ensuite, les communautés et les fonctionnaires ont travaillé ensemble sur des plans d'action conjoints détaillant des activités et des interventions spécifiques. Un certain nombre d'actions prioritaires ont ainsi été mises en œuvre par le gouvernement, ce qui a permis d'assurer la durabilité du projet. Par exemple, en collaboration avec le département de l'agriculture, il a été déterminé que les semences tolérantes aux inondations pouvaient aider les agriculteurs à cultiver certaines plantes pendant la saison des inondations et à maintenir leurs moyens de subsistance. En conséquence, le département de vulgarisation agricole a dispensé une formation sur les cultures tolérantes



À Daunbni, Rangpur-Bangladesh, ce comité de 17 membres se réunit une fois par mois pour représenter leurs 1600 foyers. Le groupe travaille avec Concern par l'intermédiaire de partenaires locaux et a travaillé sur la reconstruction de digues pour la résistance aux inondations. Ils ont également construit des sentiers pour faciliter les déplacements en cas d'inondation. Photo : Gavin Douglas/Concern Worldwide : Gavin Douglas/Concern Worldwide

aux inondations, associée à un soutien post-inondation tel que des semences, des engrais et des jeunes plants. L'Institut d'agriculture nucléaire du Bangladesh a accepté de fournir des variétés de riz tolérantes aux inondations. Lorsque des puits tubulaires ont été installés pour fournir de l'eau potable pendant les inondations, mais qu'ils ont été compromis par les eaux de crue, le département de la santé publique et de l'ingénierie a accepté de modifier la conception pour protéger ces sources d'eau contre d'autres inondations. Lorsque les communautés ont réussi à plaider leur cause auprès du gouvernement, ces succès se sont renforcés d'eux-mêmes ; les communautés sont motivées pour assumer des responsabilités croissantes car elles reconnaissent qu'elles en tireront un bénéfice mutuel.

## Sud Soudan

Dans le cadre de la ZFRA, Concern travaille avec les communautés locales dans les zones inondables du Bahr el Ghazal du Nord (NBeG). Concern a soutenu la création de groupes d'action communautaires dont les rôles principaux sont la planification, la sensibilisation, la coordination et la collaboration avec les autorités locales sur les lacunes et les solutions nécessaires pour parvenir à des communautés résilientes au climat.

Parmi les interventions nécessaires, on peut citer :

- Cartographie des points de passage des rivières pour faciliter l'accès et réduire les risques d'inondation.
- Construction de canoës locaux.
- Mise en place de protections et de digues aux points de passage des rivières.
- Formation dans des domaines tels que les premiers secours, la gestion des ressources naturelles, l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA) et l'agriculture intelligente face au climat.
- Création d'associations villageoises d'épargne et de crédit.
- Arbres fruitiers (mangues, goyaves, citronniers) au niveau des ménages.
- Adoption de règlements visant à limiter les brûlages aléatoires de buissons/forêts et toute autre activité dégradant les terres.

S'appuyant sur le travail réalisé au niveau communautaire, Concern a commencé à explorer les possibilités de développer des partenariats potentiels qui contribueront à un engagement stratégique avec les acteurs nationaux et étatiques. À la suite de réunions de sensibilisation et de la présentation des données du FRMC et des plans d'action communautaires, Concern a été nommé coprésident du groupe de travail du NBeG sur le partenariat pour la paix, le redressement et la résilience, dirigé par les Nations unies. Concern a pu influencer la sélection des domaines thématiques qui seront financés dans le cadre d'un programme dirigé par les Nations unies. Concern a utilisé les plans d'action communautaires pour informer les priorités de financement, ce qui a permis de faire de la réduction des risques de catastrophe une priorité essentielle.

## Conclusion

Dans les quatre pays, il est clair que l'approche consistant à responsabiliser les communautés et à établir des relations entre les communautés et le gouvernement est essentielle pour créer un changement durable à long terme qui contribue à la résilience face aux inondations. Les communautés sont les mieux informées sur les risques auxquels elles sont confrontées et sur les meilleurs moyens d'y faire face. L'impact des inondations est également ressenti de la manière la plus significative par les communautés elles-mêmes, mais elles sont souvent exclues des décisions qui affectent leur propre risque d'inondation et leur résilience. L'approche de la ZFRA vise à remédier à cette situation en utilisant un outil de collecte de données participatif et complet, suivi de la conception de plans d'action par les communautés sur la base de ces données, ainsi que de l'autonomisation des groupes communautaires par le biais d'une formation et d'un soutien en matière de plaidoyer.

# Éthiopie : REGRADE (REsilience / GRADuation / Evidence)

## Approche participative de la gestion communautaire des bassins versants

Auteurs : Mulugeta Terfa, Tsedeke Desalegn et Lulseged Tolla

L'Éthiopie est très vulnérable aux impacts du changement climatique et, au cours des quinze dernières années, elle a connu cinq sécheresses extrêmes qui ont nécessité des interventions humanitaires importantes et ont eu un impact sérieux sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et sur les moyens d'existence d'une grande partie de la population. Les facteurs environnementaux tels que les chocs et les stress climatiques à différents niveaux exacerbent les risques auxquels sont déjà confrontées les communautés extrêmement pauvres et vulnérables, en particulier celles qui sont impliquées dans l'agriculture et d'autres moyens d'existence dépendant des écosystèmes. La dépendance sur l'agriculture de subsistance signifie que l'impact de ces chocs et stress est ressenti de manière aiguë par les communautés rurales, qui dépendent directement des résultats des systèmes alimentaires pour leurs moyens d'existence

Comme indiqué dans [l'expérience et l'apprentissage de Concern dans le cadre du programme Graduation \(Knowledge Matters, numéro 3\)](#), Concern a élaboré le programme REGRADE (Resilience / GRADuation / Evidence) dans le but de «renforcer la sécurité des moyens d'existence et d'améliorer les résultats nutritionnels parmi les ménages extrêmement pauvres vivant à South Wollo, dans la région d'Amhara et dans les zones de Wolaita, dans la région de SNNP, en Éthiopie». Outre le renforcement des actifs des ménages, le programme REGRADE visait à s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté dans un contexte donné. Il a donc suivi une approche de gestion participative des bassins versants basée sur la communauté afin de renforcer la

résilience des ménages participants et de la communauté au sens large.

Dans l'ensemble, le programme a directement ciblé 11 660 ménages/59 185 personnes. Parmi ces ménages, 5 634 ont bénéficié d'un package complet du Graduation et 6 026 ont été touchés par des activités communautaires plus larges, notamment la gestion des ressources naturelles, la promotion d'une agriculture sensible à la nutrition, l'alimentation de la mère, du nourrisson et du jeune enfant, la planification familiale et l'épargne communautaire.

Une approche basée sur les zones communautaires a été encouragée par le biais de la réhabilitation des terres, de la gestion communautaire des micro-bassins versants et de l'agriculture intelligente face au climat. L'ensemble des moyens d'existence du REGRADE était étroitement lié à l'aide directe temporaire du programme national de filet de sécurité productif (Productive Safety Net Programme (PSNP<sup>1</sup>)) avec un ciblage géographique basé sur les lignes directrices nationales pour le développement participatif

1. Le PSNP est un programme phare du gouvernement lancé en 2005 et financé par plusieurs donateurs. Les bénéficiaires de l'aide directe temporaire sont en situation d'insécurité alimentaire mais disposent d'une capacité de travail. Le PSNP leur fournit des transferts d'argent et/ou de nourriture en échange d'activités saisonnières d'emploi public. Outre la fonction de filet de sécurité, le PSNP comporte également un volet «moyens de subsistance» qui fournit une assistance technique, une planification d'entreprise et un accès aux services financiers afin de promouvoir les moyens de subsistance. Alors que la fonction de filet de sécurité du PSNP couvre l'ensemble de l'Éthiopie, la couverture du volet «moyens de subsistance» est plus limitée.

des bassins versants au niveau communautaire (Community-Based Participatory Watershed Development (CBPWD)<sup>2</sup>.

Basé sur l'application des lignes directrices du CBPWD, cet article fournira un résumé de la façon dont le programme REGRADE a planifié et conçu les activités de gestion communautaire des bassins versants. Il se penchera également sur les principales réalisations, les défis et les leçons tirées de la mise en œuvre d'une approche de gestion communautaire des micro-bassins versants.

## Planification de la Gestion Communautaire des Micro-bassins Versants

Le ciblage des micro-bassins versants communautaires (community micro-watershed (CMW)) est uniquement à REGRADE et a fourni une zone géographique ciblée pour une intégration claire des activités, y compris la restauration des ressources naturelles afin d'améliorer le microclimat, la productivité des terres, les sources d'eau et de réduire les inondations et les glissements de terrain. Le ciblage CMW a également permis une analyse des risques et une planification conjointe entre les ménages des hautes et des basses terres.

Au niveau socio-économique, un bassin versant comprend des personnes, leur système agricole (y compris le bétail) et leurs interactions avec les ressources foncières, les stratégies d'adaptation, les activités sociales et économiques et les aspects culturels<sup>3</sup>.

Conformément aux lignes directrices éthiopiennes du CBPWD, les deux premières étapes ont porté sur la formation d'équipes au niveau des woredas et sur la sélection des bassins versants. Les principaux bassins versants (critiques) sont très importants, car ils sont souvent représentatifs d'unités hydrologiques et socio-économiques importantes.

**La FAO définit un bassin versant comme la zone géographique drainée par un cours d'eau, et la gestion du bassin versant comme toute action humaine visant à assurer l'utilisation durable des ressources du bassin versant.**

### Étapes 1 à 8 : Processus de planification de la gestion du bassin versant

**Étape 1:**  
Commencer au niveau du Woreda

**Étape 2:**  
Commencer au niveau communautaire

**Étape 3:** Étude biophysique et socio-économique

**Étape 4:** Identification et priorisation des interventions qui peuvent apporter un changement

**Étape 5:** Des options et interventions sont élaborés et autorisés par l'Assemblée Générale

**Étape 6:** Cartes de développement, intrants et plans d'action

**Étape 7:** Stratégies de la mise en œuvre

**Étape 8:** Le suivi participatif et évaluation

<sup>2</sup>. Lakew Desta, Carucci, V., Asrat Wendem-Ageñehu et Yitayew Abebe (eds). 2005. [Community Based Participatory Watershed Development : A Guideline](#). Ministère de l'agriculture et du développement rural, Addis-Abeba, Éthiopie.

<sup>3</sup>. Ibid.

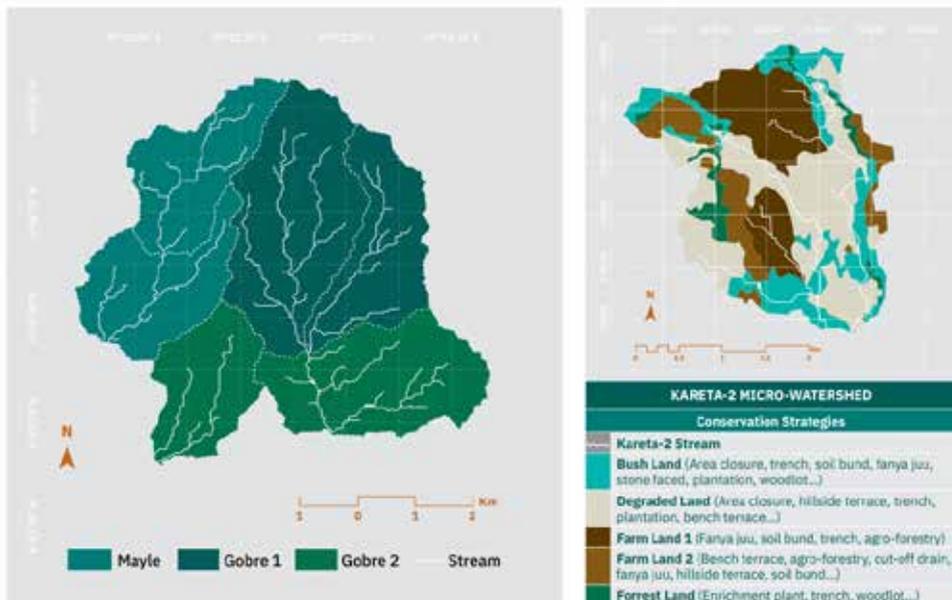


Figure 1 Délimitation de la zone de Mayle, Gobre 1 et Gobre 2 ; micro-bassins versants dans Humbo Woreda de Wolaita

Les unités comprennent plusieurs communautés en interaction avec leurs sous-bassins versants et CMW respectifs. Les équipes de la Woreda ont utilisé différents critères pour sélectionner les CMW, par exemple les niveaux de dégradation, les niveaux d'insécurité alimentaire, les objectifs spécifiques (eau, protection contre les inondations, remise en état importante, etc.

Le programme REGRADE a ciblé 20 CMW ; 10 dans six Woredas de la zone de Wolaita dans la région SNNP et 10 dans trois Woredas de la zone de Wollo Sud dans la région d'Amhara<sup>4</sup>.

L'étape suivante (3-5) consiste en une analyse de l'état biophysique et la situation socio-économique des CMW par une équipe de planification multidisciplinaire. Ces exercices fournissent des informations utiles sur les ressources foncières des CMW et permettent

<sup>4</sup> Les ménages participants résidaient dans vingt micro-bassins versants communautaires (CWS) répartis dans neuf woredas : dix CWS dans trois woredas (Dessie Zuriya, Delenta et Legambo) de la zone de Wollo Sud, ANRS, et dix CWS dans six woredas (Duguna Fango ; Humbo ; Kindo Didaye ; Kindo Koysha, Abala Abaya et Kawo Koyesha) de la zone de Wolaita, SNNPR.

d'évaluer les opportunités ainsi que les principaux problèmes et limites susceptibles d'entraver le développement adéquat des bassins versants. Par exemple, les interactions et les utilisations communes des terres partagées avec d'autres communautés (ravines, coteaux, etc.). Une fois l'analyse terminée, les plans de développement des CMW adaptés au contexte ont été présentés aux communautés pour validation.

L'étape 6 a consisté à élaborer des cartes de la vision de la communauté pour permettre de traduire les actions clés en cartes de développement à l'aide de l'outil ArcGIS. Les cartes de développement ont illustré l'emplacement réel des sites des interventions de développement par rapport aux types d'utilisation des terres. La figure 1 montre la délimitation des frontières de trois CMW (à gauche) et la carte de développement (à droite) pour Humbo Woreda, Wolaita Zone, SNNP Région.

Enfin, aux étapes 7 et 8, l'équipe de planification s'est réunie avec les comités CMW pour élaborer des stratégies de mise en œuvre et des procédures conjointes de suivi et d'évaluation.

Cela a permis de s'assurer que la liste des activités prévues, les conceptions techniques, les raisons de la sélection et les cartes pouvaient être utilisées comme points de référence, ce qui a permis au personnel du programme Concern de comparer les réalisations et leur impact par rapport aux objectifs initiaux tout au long du cycle du programme.

Contrairement aux limites administratives, un processus de planification des bassins versants suit les drains naturels de l'eau d'une altitude plus élevée à une altitude plus basse, situés à travers un ou plusieurs Kébélés<sup>5</sup>. Pour le REGRADE, les 10 CMW de la zone Wolaita sont répartis dans 20 Kébélés et les 10 CMW de la zone Wollo Sud sont répartis dans 10 Kébélés. Cela signifie qu'un bassin versant peut-être constitué d'une ou plusieurs djebeles; et les ménages qui résident et/ou dont les parcelles agricoles se trouvent dans le CMW ciblé sont tous considérés comme des bénéficiaires du programme REGRADE puisqu'ils ont profité des travaux entrepris sur le CMW. Les ménages visés par le programme de graduation ont ensuite été sélectionnés au sein de ces communautés sur la base d'un processus de ciblage complémentaire<sup>6</sup>.

## Réalisations - approche communautaire des micro-bassins versants - RRC, moyens d'existence et conservation de l'environnement

L'approche communautaire de gestion des micro-bassins versants, associée à des activités de conservation des sols et de l'eau, a eu des effets positifs sur la réduction des risques de catastrophe, les moyens de subsistance et la conservation de l'environnement :

5. Kebele - est l'unité administrative la plus basse du gouvernement.
6. Le fait de cibler les activités sur les communautés vivant dans des micro-bassins versants critiques permet d'intégrer les activités, de maximiser l'utilisation des ressources et de répercuter les effets entre les communautés des bassins versants supérieurs, moyens et inférieurs du bassin versant. Il favorise également l'analyse et la planification conjointes pour une gestion durable des bassins versants et restaure la base de ressources naturelles, qui est essentielle pour des moyens de subsistance durables.



- Entre le début et la fin du projet, le nombre de risques auxquels les bénéficiaires ont été exposés a diminué de 38 % et le nombre de ménages touchés par des catastrophes a baissé de 32 %.
- Partant de zéro, 91 % des comités de RRC avaient élaboré un plan d'atténuation à la fin du programme.
- L'érosion des sols a été réduite de 70 % dans le Wollo Sud et de 27 % dans le Wolaita.
- La superficie des terres récupérées est passée de 330 hectares au départ à 2 316 hectares à l'arrivée.
- Le programme a permis de planter plus de deux millions de semis d'arbres et de régénérer quatre sources d'eau, ce qui s'est traduit par une augmentation de la production d'eau.<sup>7</sup>

## Défis et enseignements tirés

### Défis :

- Connaissances et compétences internes : À la phase initial du programme, Concern manquait d'expertise en matière de gestion des bassins versants, notamment pour concevoir des cartes de développement des bassins versants, mais aussi pour mesurer les progrès de l'érosion des sols à l'aide de la méthode RUSLE (Revised Universal Soil Loss Equation). Cela a nécessité le soutien de la GIZ et de l'université d'Addis-Abeba, qui ont fourni une supervision technique et un appui.
- 7. Autrefois, les femmes et les enfants passaient en moyenne une heure pour aller chercher de l'eau, ce temps a été ramené à 20 minutes dans la plupart des bassins hydrographiques.

- **Délimitation des frontières :** La majorité des limites des CMW se situent dans plus d'un kébélé administratif. Cette situation a posé des problèmes lorsqu'il s'est agi d'élaborer des plans de développement. La mobilisation des communautés dans plusieurs kébélés exigeait beaucoup de ressources et il était difficile d'intégrer les diverses priorités de chaque kébélés dans un plan de développement plus large.
- **Participation limitée des femmes :** La participation des femmes au processus de planification du bassin versant a été limitée, en partie à cause des attitudes patriarcales qui ont entravé la participation et l'implication des femmes dans la prise de décision.
- **Manque de services de vulgarisation :** Les services de vulgarisation agricole du gouvernement au niveau du Kébélé n'ont pas suivi l'évolution du climat et sont limités par des ressources humaines et financières restreintes. Les personnes vivant dans l'extrême pauvreté ont moins accès à ces services, car celles qui possèdent moins de terres reçoivent rarement des incitations pour soutenir l'augmentation de la production.
- L'approche par bassin versant a favorisé un sentiment d'appartenance, l'ensemble de la communauté étant le bénéficiaire direct des travaux de conservation. Les membres de la communauté ont fait part d'un sens d'appropriation, ce qui, selon l'évaluation du programme, a favorisé la durabilité du programme.

## **2. Les kébélés sont des structures qui chapeautent les comités de gestion des bassins versants.**

Lorsqu'un comité de bassin versant est formé par des représentants de deux kébélés ou plus, dans le cadre du processus de transfert, un protocole d'accord doit être mis en place pour assurer une coordination et une durabilité appropriées.

## **3. Adoption de nouvelles pratiques.**

L'intégration des mesures de conservation biologique et physique a eu de multiples avantages pour le fourrage destiné au bétail, ainsi que pour l'agroforesterie, qui ont tous amélioré la fertilité des sols et les ont conservés.

## **4. Inclure les femmes et les jeunes dans le processus pour assurer la durabilité.**

Il est nécessaire de comprendre en détail comment responsabiliser les femmes et les autres groupes d'utilisateurs qui ont traditionnellement été exclus de la participation active à la planification de la gestion des bassins versants. Cela permettrait de promouvoir un accès, un contrôle et une distribution plus équitables des ressources naturelles et de s'assurer que les interventions n'affectent pas un groupe social plus qu'un autre.

## **Enseignements tirés**

### **1. La gestion communautaire des micro-bassins versants est réalisable et reproductible**

- Les interventions dans le cadre de l'approche par bassin versant étaient interconnectées et se soutenaient mutuellement.
- L'utilisation du micro-bassin versant comme zone cible de l'intervention a permis de concentrer les activités et les avantages du programme sur une zone suffisamment grande pour produire des services écosystémiques vitaux et suffisamment petite pour être gérée par les personnes qui utilisent les terres et produisent ces services.

# Renforcer la résilience des communautés au Pakistan : onze années d'expérience et d'apprentissage du programme

Auteur : Shafqat Ullah

Les catastrophes d'origine climatique ont augmenté le niveau de risque pour les communautés vulnérables du Pakistan. Sans le soutien des autorités locales et des partenaires concernés, les communautés vulnérables et à faibles revenus n'ont pas la capacité d'adaptation nécessaire pour faire face aux extrêmes climatiques et s'appuient souvent sur des stratégies d'adaptation ad hoc qui ne sont plus viables, telles que les prêts informels et le décalage des calendriers de plantation.

Concern a une longue expérience dans la programmation de résilience au Pakistan. Depuis 2011, le programme national a fait preuve d'un leadership fort en matière de gestion communautaire des risques de catastrophe (CBDRM)<sup>1</sup>.

Chaque programme successif a été construit sur la base de l'expérience antérieure et des leçons apprises, démontrant un engagement pour l'amélioration continue. Depuis lors, des investissements importants ont été consacrés au développement de la résilience des communautés vulnérables et au renforcement des capacités des ministères compétents par le biais d'interventions visant à améliorer les moyens de subsistance, les infrastructures WASH, la santé, la nutrition et la gouvernance. Cet article résume l'expérience et les enseignements tirés du programme depuis 2011.

Année	Programme	Donateur	Secteurs clés
2011 - 2017	Programme communautaire de gestion des risques de catastrophes (CBDRM)	USAID/ OFDA	Moyens de subsistance, réduction des risques de catastrophes (RRC), éducation
2016 - 2020	Renforcer la résilience au Pakistan (BDRP)	ROYAUME-UNI - DFID	Moyens de subsistance, RRC, WASH, Abris
2023 - aujourd'hui (contrat de 5 ans)	Renforcer la résilience et lutter contre la vulnérabilité aux situations d'urgence (BRAVE)	ROYAUME-UNI - FCDO	Moyens de subsistance, RRC, adaptation au changement climatique

Tableau 1 Calendrier - Programmes de résilience au Pakistan (2011 - 2023)

<sup>1</sup> Pour Concern Pakistan, la réduction des risques de catastrophe (RRC) est le fondement de la résilience des communautés, qui nécessite une compréhension approfondie des risques locaux, des opportunités, de la disponibilité des connaissances pour résister à ces risques, de la disponibilité des infrastructures locales et des liens avec les services compétents.

## Programme de renforcement de la résilience par la gestion communautaire des risques de catastrophes (CBDRM)

En 2011, avec le soutien de l'USAID/OFDA, Concern a lancé un programme quinquennal de gestion communautaire des risques de catastrophes (CBDRM) pour soutenir les communautés vulnérables résidant dans les zones touchées par les inondations dans quatre provinces du Pakistan. Les inondations ont touché 20 millions de personnes, laissant sept millions d'entre elles sans domicile et causant une destruction massive de leurs moyens de subsistance.

L'objectif principal de ce programme était d'améliorer les capacités et les stratégies de gestion des risques de catastrophes des communautés pauvres et vulnérables, ainsi que d'autres acteurs clés, grâce à une préparation durable, à des mesures d'atténuation et à une capacité institutionnelle accrue. Le programme a sensibilisé les communautés aux impacts des extrêmes climatiques et a soutenu les mesures d'atténuation des inondations dans les villages afin de minimiser la destruction et les dommages causés aux maisons et aux biens en cas d'inondation. L'une des principales réussites du programme CBDRM a été l'ampleur de ses activités : il a touché 1 260 villages dans 150 UC de six districts.

Les principaux éléments du programme CBDRM sont les suivants :

- Doter les communautés vulnérables et les services compétents (autorité nationale de gestion des catastrophes, autorités provinciales de gestion des catastrophes) des connaissances et des pratiques nécessaires pour renforcer leur capacité à améliorer l'analyse des risques, l'atténuation des impacts, la préparation et la réaction.
- Renforcer les compétences des membres de la communauté (hommes et femmes) sur la manière de protéger leurs moyens de subsistance et leurs biens des effets dévastateurs de différentes catastrophes (inondations, sécheresses, tremblements de terre).

---

*“Grâce au programme CBDRM de Concern, les comités locaux de gestion des catastrophes s’engagent désormais directement avec les autorités du district dans la recherche d’alertes précoces et d’une évacuation rapide de leurs villages avant les inondations afin d’éviter les pertes de vies humaines. Reconnaisant que les femmes sont plus susceptibles d’être disponibles et désireuses de jouer un rôle crucial en aidant les autres à la maison et dans leur village en cas de catastrophe, le programme a spécifiquement ciblé le renforcement des capacités des femmes en tant que premiers intervenants”.*

Saeed Ullah, évaluateur indépendant de la phase 1 du programme CBDRM

---

- Établir des liens entre la communauté et les services compétents, ainsi que les organisations publiques et privées concernées, afin d'apporter un soutien préalable et opportun en cas de catastrophe.
- Promouvoir l'égalité des sexes (femmes occupant des postes de direction) et l'inclusion des personnes les plus vulnérables, y compris les personnes handicapées, afin de réduire leur vulnérabilité aux catastrophes.

Le changement climatique et l'environnement ont été au cœur de l'engagement des communautés, en particulier dans le contexte des catastrophes naturelles récurrentes. Les principales activités menées dans le cadre du programme comprenaient la formation de comités de gestion des catastrophes dans les villages et les conseils d'union, d'équipes d'intervention d'urgence dans les conseils d'union et de comités de gestion des catastrophes dans les écoles.

À la suite d'exercices d'analyse des risques et de la vulnérabilité, des plans de gestion des risques de catastrophes (GRD) et des plans de préparation aux catastrophes scolaires ont été élaborés et liés à la mobilisation communautaire, à la sensibilisation et au renforcement des capacités. Les participants

au programme ont également bénéficié de la fourniture de stocks d'urgence et se sont engagés dans des actions de plaidoyer pour influencer l'intégration de la RRC dans les processus de développement local. L'un des principaux effets du programme a été sa capacité à toucher les femmes par l'intermédiaire des comités de gestion des catastrophes. Pour la première fois, les femmes ont eu la possibilité de recevoir une formation formelle aux premiers secours et d'accéder aux interventions en matière de climat et de RRC.

## Renforcer la résilience au Pakistan (BDRP)

S'appuyant sur l'expérience du programme CBDRM, le programme BDRP a donné la priorité à l'aide aux communautés villageoises dans les districts exposés aux catastrophes pour atténuer les effets des catastrophes et s'y préparer grâce à l'amélioration des systèmes d'alerte précoce, à l'information sur les risques, aux mécanismes de réponse au niveau communautaire et à l'amélioration des liens avec les autorités chargées de la gestion des catastrophes. Comme le programme CBDRM, le BRDP a donné la priorité à l'investissement dans l'amélioration de la capacité et de la résilience des femmes à jouer des rôles cruciaux au niveau des ménages et des communautés. Par exemple, à la suite d'une analyse de genre, une stratégie et un plan d'action sur l'égalité de genre du BRDP ont été développés pour garantir l'intégration des considérations de genre des populations vulnérables affectées.

### Modèle de résilience «Empowering Change»

Le modèle de résilience «Empowering Change» s'est concentré sur l'inclusion des groupes les plus vulnérables et sur l'autonomisation des communautés afin de renforcer leurs compétences et de réduire leurs vulnérabilités pour faire face aux catastrophes actuelles et futures. Les participants au programme ont bénéficié d'un meilleur accès aux systèmes d'alerte précoce et aux mécanismes de réponse au niveau communautaire, qui ont été facilités par les autorités locales de gestion des catastrophes.

Les trois piliers du modèle de résilience Empowering Change sont les suivants :

**Pilier 1 : Préparation à la réponse** - mise en place d'institutions sociales inclusives au niveau des villages et des conseils d'union

**Pilier 2 : Réduction de la vulnérabilité pour une survie dans la dignité** - protection des structures communautaires contre les catastrophes et changement des comportements clés

**Pilier 3 : Renforcement des mécanismes d'auto-redressement** - promotion de la gestion durable de l'environnement et de la croissance économique

### RRC et adaptation au changement climatique au niveau communautaire

Les systèmes d'alerte précoce constituaient un aspect essentiel du programme BDRP et étaient opérationnels dans 164 communautés, aidant les autorités locales à répondre de manière appropriée à diverses situations d'urgence, en travaillant en étroite collaboration avec la communauté locale pour la diffusion de messages clés. Par exemple, le programme a travaillé avec la division de prévision des inondations du département météorologique du Pakistan pour estimer la gravité des inondations et générer des scénarios d'inondation qui ont été incorporés dans les plans de RRC des communautés. La RRC au niveau communautaire et les mesures d'adaptation prises au niveau local ont été encouragées par le biais d'infrastructures résistantes au climat, telles que des abris à pièce unique construits sur des plates-formes surélevées et des pratiques agricoles intelligentes sur le plan climatique visant à adapter les calendriers de plantation à la variabilité du climat et à utiliser la technologie de conservation hermétique des semences.

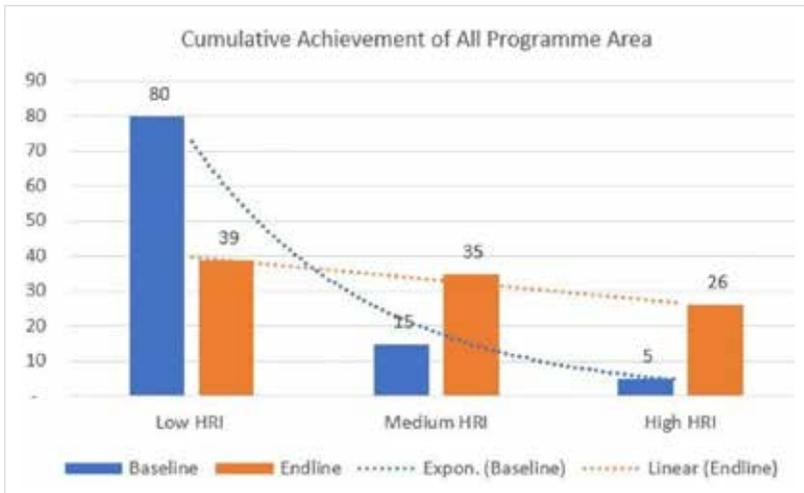


Tableau 2  
Résultats cumulés dans tous les domaines du programme - Indice de résilience des ménages (HRI)

## Principales réalisations

D'après les résultats de l'évaluation finale du BDRP, le programme a atteint son objectif de renforcer la résilience des communautés face aux catastrophes.

- **Amélioration de la résilience** : 41 % de la population du programme ont amélioré leur score à l'indice de résilience des ménages (HRI) et sont passés d'une catégorie faible à une catégorie plus élevée. Le tableau 2 montre qu'à la fin du programme, 39 %, 35 % et 26 % des ménages se trouvaient respectivement dans les catégories HRI faible, moyen et élevé, contre 80 %, 15 % et 5 % au départ.
- **Renforcement des capacités communautaires** : Des organisations communautaires inclusives ont été créées et formées au niveau des villages et des sous-villages. L'étude de l'indice de maturité des groupes (GMI) a classé 90 % des groupes comme ayant des capacités organisationnelles substantielles pour continuer à fonctionner après le BDRP et a établi des liens avec les parties prenantes concernées ; 30 % des groupes avaient la capacité de générer des ressources.
- **Amélioration des revenus** : L'aide à l'agriculture apportée aux petits exploitants s'est traduite par une augmentation de 77

% des rendements et des revenus, tandis que 53 % d'entre eux ont déclaré utiliser moins d'eau/d'intrants qu'à l'accoutumée. La formation professionnelle et l'accès au marché pour les pauvres ont permis d'améliorer l'emploi de 2 % à 22 % pour les femmes et de 10 % à 24 % pour les hommes.

- **Genre et inclusion** : L'analyse de l'égalité des sexes menée dans les districts cibles a conduit à l'élaboration d'un plan d'action pour l'égalité des sexes, comprenant des recommandations et des adaptations sectorielles pour le renforcement de la résilience et l'autonomisation des femmes. L'inclusion des personnes handicapées et des personnes âgées a été assurée dans toutes les activités.

## Renforcer la résilience et lutter contre la vulnérabilité aux situations d'urgence (BRAVE)

Sur la base de la mise en œuvre réussie du BDRP, Concern a obtenu en 2022 un financement de l'OGAF pour diriger le programme «*Building Resilience and Addressing Vulnerability to Emergencies*» (BRAVE). BRAVE fournira un ensemble d'interventions visant à renforcer la résilience des communautés face au changement climatique et aux risques

associés. Le programme devrait cibler 1,5 million de personnes vulnérables et la résilience sera renforcée au niveau des ménages, des communautés et des secteurs public et privé.<sup>2</sup>

Sur la base de l'expérience et des enseignements tirés du CBDRM et du BDRP, la participation significative des femmes sera à nouveau privilégiée par le biais de l'approche «Engage with Men», afin de créer un mécanisme de soutien sûr, contextualisé et sensible aux conflits, en sensibilisant les hommes de manière à ce qu'ils puissent agir en tant qu'alliés pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et faire en sorte que les femmes aient voix au chapitre dans les structures communautaires.

Les résultats à court et moyen terme se concentreront sur la mise en place de mécanismes visant à aider les communautés à planifier et à répondre aux risques climatiques en pilotant des stratégies d'adaptation au climat innovantes et évolutives telles que l'agriculture intelligente face au climat (y compris l'amélioration des nutriments du sol et des pratiques culturelles), l'agriculture de conservation, la protection des infrastructures et l'énergie propre.

Les résultats à moyen et long terme concernent le transfert du pouvoir de décision à la communauté pour identifier et planifier les risques auxquels elle est confrontée, en plus de soutenir l'alerte précoce, les actions précoces et le renforcement des capacités des institutions du secteur public. Du point de vue du renforcement de la résilience, l'un des effets essentiels du programme sera l'amélioration des capacités des institutions publiques concernées grâce à l'acquisition de nouvelles connaissances, compétences et ressources. Des forums sur l'adaptation au changement

<sup>2</sup> Il convient également de noter que depuis le début de l'année 2023, Concern a pris la responsabilité d'héberger le programme de financement des risques de catastrophe (DRF) pour le réseau START, opérant dans le cadre de son hub pakistanais, connu sous le nom de READY Pakistan. L'objectif principal du programme DRF est de permettre aux partenaires d'accéder à des fonds rapides et prévisibles, ce qui leur permettra de protéger les communautés contre les risques prévus tels que les canicules, les inondations et les sécheresses.

climatique seront créés pour développer des connaissances et des pratiques applicables. Pour ce faire, le secteur privé et le monde universitaire seront impliqués. Les forums et les structures seront habilités et reliés aux services gouvernementaux compétents pour la collecte de fonds et la planification de l'action climatique au niveau communautaire.

## Principaux enseignements

Dans un souci de durabilité, au cours des 11 dernières années, les programmes de résilience Concern au Pakistan ont favorisé l'établissement de liens étroits entre les communautés à risque et les autorités locales compétentes. Au cours de cette période, les principaux enseignements tirés sont les suivants :

### 1. L'importance de s'appuyer sur les systèmes et structures existants

- Il a été plus efficace de s'associer à des organisations communautaires déjà établies dans les villages pour former les VDMC et les UDMC que de mettre en place des structures communautaires entièrement nouvelles.
- La rotation du personnel gouvernemental a constitué un défi pour le fonctionnement de l'Autorité de gestion des catastrophes du district (DDMA). Il est préférable de formaliser les réunions de l'autorité de gestion des catastrophes du district avec les services gouvernementaux afin de renforcer l'appropriation et la mémoire institutionnelles. Les gouvernements provinciaux devraient investir des ressources pour fournir un personnel permanent bien formé à la RRC et à l'ACC, et dont le rôle et les responsabilités sont clairement définis.

### 2. L'égalité entre les hommes et les femmes et l'inclusion sont des piliers centraux des programmes de résilience

- Le genre est un facteur important dans la planification et la mise en œuvre d'interventions visant à renforcer la résilience des populations au changement climatique et aux catastrophes. Le fait d'engager les femmes dans des positions

de leadership au sein des comités et de leur fournir les compétences nécessaires les a aidées à jouer un rôle plus proactif et significatif au sein de leurs communautés.

- Un objectif central des programmes CBDRM et BDRP était l'inclusion et la participation active des femmes dans les structures communautaires. Pour faire avancer ce programme, la caractéristique la plus prometteuse de la phase 2 du BDRP a été la création d'un groupe de travail technique sur le genre et l'inclusion, dirigé par un spécialiste du genre chargé de mettre en œuvre la stratégie et le plan d'action sur l'intégration du genre.

### **3. L'accent est mis sur le renforcement de la capacité d'adaptation des communautés, la génération de revenus et la création de valeur ajoutée.**

- La disponibilité de semences de haute qualité est un problème majeur au Pakistan. Seuls 30 % des agriculteurs ont accès à des semences de haute qualité. Les agriculteurs doivent avoir accès à des semences de haute qualité pour la multiplication. Dans les zones sujettes à la sécheresse, il convient de promouvoir le pâturage en rotation, la plantation de cultures et l'irrigation au goutte-à-goutte. L'irrigation au goutte-à-goutte est la meilleure solution pour la conservation de l'eau dans les zones déficitaires en eau.

- Le programme BDRP a permis de diversifier les activités génératrices de revenus et d'améliorer la productivité des cultures et du bétail. Toutefois, pour améliorer encore les revenus des ménages, il convient de mettre davantage l'accent sur la valeur ajoutée des produits agricoles et non agricoles (artisanat, stylisme, broderie, produits agricoles, etc.)

### **4. Accorder une attention particulière au ciblage, à la budgétisation et aux compromis.**

- Pour renforcer les capacités des communautés, il est souvent préférable d'engager moins de communautés et de consacrer plus de temps à chacune d'entre elles, plutôt que de passer moins de temps et d'allouer les ressources de manière éparse à un plus grand nombre de communautés.

# La connaissance compte

## Alerte précoce et action rapide (EWEA) : Renforcer la résilience en Somalie

Auteurs : Abdulkadir Ibrahim

### Contexte

Depuis 1990, la Somalie a connu trois fois plus d'événements climatiques sérieux, avec trois grandes sécheresses depuis 2010 et des inondations récurrentes. En outre, le conflit prolongé, l'instabilité politique, les ressources limitées, les maladies et l'accès difficile à l'aide entraînent des tensions entre les communautés d'accueil et les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI). Cette situation a créé un contexte dans lequel les communautés se retrouvent exposées et sans défense face aux risques croissants d'un climat changeant. Selon le communiqué technique Somalia-Multi-Partner-Technical-Release, environ 6,6 millions de personnes en Somalie devraient être confrontées à une situation de crise (phase 3 de l'IPC) ou à une situation plus grave d'insécurité alimentaire aiguë en juin 2023. Pas moins de 39 % de la population totale a besoin d'une aide humanitaire urgente<sup>1</sup>.

### Solution

Building Resilient Communities in Somalia (BRCiS) est un consortium humanitaire de neuf ONGs, dont trois ONGs nationales, dirigé par le NRC, qui aide les communautés somaliennes à développer leur résilience face aux chocs liés au climat. Il a été conçu pour s'assurer que la programmation est menée par les communautés touchées et se concentre sur les causes sous-jacentes qui entravent la résilience.

Le Consortium BRCiS a été créé en 2013 à la suite de la famine de 2011, qui a tué près de 260 000 personnes. La vision du Consortium est de s'assurer que «les personnes vulnérables en

*marge de la société somalienne sont capables de s'engager et d'influencer leurs institutions, afin que leurs besoins soient satisfaits d'une manière plus inclusive et durable*». Le BRCiS opère dans 34 districts et est présent dans tous les États de la Somalie. Les partenaires du BRCiS ont atteint 2 321 011 personnes (estimation basée sur le nombre de personnes atteintes avec un accès durable à l'eau) pour la période allant du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 31<sup>er</sup> mars 2022<sup>2</sup>. Cet article donnera un aperçu de l'approche du BRCiS en matière d'alerte précoce et d'action précoce à base communautaire (EWEA), y compris les défis et les apprentissages qui y sont liés.

### L'approche BRCiS de l'alerte précoce et de l'action précoce au niveau communautaire

**L'alerte précoce et l'action rapide (EWEA) réduisent le risque que les personnes vulnérables adoptent des stratégies d'adaptation extrêmement négatives ou deviennent dépendantes de l'aide.**

L'approche BRCiS EWEA adopte une approche d'action précoce, de réponse et de rétablissement face aux chocs récurrents tels que les conflits, la sécheresse, les inondations et les invasions de criquets pèlerins qui affectent négativement les systèmes de subsistance des communautés vulnérables en Somalie. L'approche communautaire permet de se prémunir contre les chocs imminents, et une réponse rapide répond aux besoins humanitaires à court terme tout en protégeant

<sup>1</sup> Classification de la phase de sécurité alimentaire intégrée. 25 avril 2023.

<sup>2</sup> Rapport final BRCiS 2. février 2023



Figure 1 Points focaux EWEA CRC formés à la communication bidirectionnelle à Banadir. Photo Hussein, YouthLink, mars 2021

les gains de résilience globaux. Pour trouver une solution aux chocs naturels et anthropiques récurrents et imminents en Somalie, le programme fonctionne de la manière suivante :

### 1) Les données sur les chocs au niveau communautaire sont collectées tous les mois

Le consortium BRCiS met en place et forme des comités de résilience communautaires (CRC) dans toutes les communautés cibles. Les CRC formés à l'EWEA communautaire jouent un rôle de premier plan dans le suivi des indicateurs d'alerte précoce au niveau communautaire, la coordination avec les autorités du district et les ONG, l'identification des interventions les plus appropriées et la mise en œuvre d'activités d'action et de réponse précoces. La collecte des données EWEA au niveau communautaire<sup>3</sup> est l'une des nombreuses responsabilités des CRC. Les données de l'EWEA sont collectées mensuellement dans les lieux ciblés, par échantillonnage raisonné, par le personnel national qui est affecté à la couverture d'une zone sélectionnée sur la base de ses réseaux et de sa compréhension du contexte local. Dans ce cadre, les points focaux d'alerte précoce (PF) doivent ensuite contacter entre deux et quatre acteurs communautaires des villages échantillonnés afin de synthétiser toutes les informations sur les chocs générés par la communauté. Les entretiens sont menés soit en personne lors des visites régulières des ONGs sur le terrain, soit par téléphone mobile.

<sup>3</sup>. Y compris des données sur les précipitations et l'accès à l'eau, la santé des cultures et du bétail, les prix du marché, les migrations et les stratégies d'adaptation.

### 2) Système communautaire de suivi des risques en temps réel (Real Time Risk Monitoring System (RTRM)) de BRCiS

Le BRCiS a conçu le système RTRM pour fournir en temps utile des informations sur les chocs générés par les communautés sur les tendances clés afin de déclencher des actions précoces dans les zones opérationnelles du BRCiS. Les spécialistes techniques du consortium ont utilisé le retour d'information de la communauté pour déterminer les chocs, les stress et les stratégies d'adaptation les plus courants. Le système RTRM combine les indicateurs traditionnels d'alerte précoce, tels que les données météorologiques obtenues par télé-détection et les prix du marché, avec des informations communautaires sur une grande variété de chocs et de stress. Il encourage la surveillance et l'analyse périodiques conjointes des chocs, augmente la valeur de l'information grâce à la synergie et adopte une approche commune pour le déclenchement d'une action précoce.

#### Indicateurs, seuils et drapeaux rouges

Avec l'existence des mécanismes du programme, BRCiS a piloté trois seuils d'indicateurs («normal», «alerte» et «alarme»). Ces seuils d'indicateurs sont des facteurs fondamentaux que le programme utilise pour activer le mécanisme de réaction rapide. Ainsi, chaque indicateur contribue à l'un de ces seuils et possède des définitions spécifiques :

- Normal : lorsque les crises saisonnières sont normales, c'est-à-dire en présence d'une période de sécheresse de plus de 15 jours (pendant la saison des pluies). Dans ces conditions, la performance des

précipitations est inférieure à 20 % de la moyenne et l'état des cultures saisonnières est normal.

- **Alerte** : lorsque les précipitations saisonnières sont inférieures de 20 à 60 % à la moyenne et que le stress hydrique signifie que les cultures saisonnières sont de 15 à 30 % en voie de flétrissement, que les pâturages continuent de se dessécher et que les collecteurs d'eau de pluie de la communauté sont à moitié pleins (50 %).
- **Alarme** : lorsque les crises et les chocs se sont aggravés, c'est-à-dire lorsqu'il n'y a pas de précipitations ou qu'elles sont inférieures de plus de 60 % à la moyenne. Le stress hydrique des cultures a atteint le point de flétrissement et 40 % des sources d'eau communautaires se sont tarées.

Les données de l'EWEA sont générées à partir de deux sources : des données primaires collectées au niveau communautaire et des données secondaires provenant d'autres organisations (par exemple, l'Unité d'Analyse de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (Food Security and Nutrition Analysis Unit (FSNAU) - Somalie, le Centre de Prévion et d'Application du Climat (Climate Prediction and Application Centre) de l'IGAD). Les données sont ensuite soumises et stockées via la plateforme de collecte de données. Il faut compter en moyenne 25 jours pour le déclenchement et l'approbation afin de faciliter la réponse à l'action précoce. Le tableau 1 présente un échantillon des indicateurs d'occurrence des chocs climatiques et non climatiques. Le programme suit également les indicateurs d'impact des chocs pour les moyens de subsistance et les marchés.

<b>Résumé des indicateurs et seuils de surveillance en temps réel communautaire de BRCiS</b>		<b>Normal</b>	<b>Alerte</b>	<b>Alarme</b>	
<b>Indicateurs d'occurrence de chocs</b>					
<b>1) Chocs climatiques et non-climatiques</b>	Perception sur la pluviométrie	Par rapport à la saison des pluies normale attendue cette année (pendant les saisons de pluies)	Moyen/normal	Faible/inférieur à la moyenne	Pas de pluie enregistrée
	Inondations soudaines	Occurrence ou non des inondations soudaines	Non		Oui
	Niveau de fleuves	Par rapport aux niveaux normales de fleuves attendue en cette période d'année	Normale pour cette période de la saison	Inférieur/supérieur à la moyenne	Fleuve complètement sèche/ débordant ou présentant un risque élevé de débordement
	Diarrhée aiguë/cases de cholera suspectés des enfant moins de 5 ans	Nombre de cases de diarrhée aiguë/cases de cholera (référence aux centres de santé)	0 cases	1 case quand il n'ont pas encore enregistré	Doublment du nombre moyen de cas par rapport aux deux semaines précédentes
	Conflits armées/entre clans qui cause la déplacement de la population	Présence des incidents de conflit (armées/clans) qui ont causé la déplacement	Pas de déplacement de la population	Oui, <50 ménages déplacés	Oui, >50 ménages déplacés
	Infestation de criquets pèlerins	Présence de sauterelles/essaims de criquets pèlerins	Pas de présence de criquets pèlerins	Oui, <2 jours dans la communauté/communautés voisins	Oui, >2 jours dans la communauté/communautés voisins

Tableau 1 Seuils de l'indicateur BRCiS EW



Figure 2 Système de surveillance des risques et d'action précoce en temps réel BRCIS (tableau de bord)

### 3) Prise de décision et planification des actions précoces

Les données recueillies par le système RTRM sont automatiquement nettoyées et mises à disposition sur un **tableau de bord BRCIS** accessible au public, à partir duquel l'unité de gestion du consortium (CMU) et les membres du BRCIS fournissent une vue d'ensemble des districts marqués d'un drapeau rouge et des tendances sous-jacentes en matière de chocs. Le tableau de bord résume les principaux indicateurs de choc et leurs catégories de seuil (alarme, alerte ou normal) qui sont suivis par les comités d'alerte précoce et d'action rapide au niveau du district qui recommandent une action rapide.

**Une zone cible reçoit un drapeau rouge soit lorsqu'un choc soudain et important tel qu'une inondation ou un cyclone se produit, soit lorsqu'un trop grand nombre d'indicateurs pour cette zone dépassent les seuils d'alerte et d'alarme ; soit 1 alarme ou 1 alerte pour les indicateurs d'impact du choc +3 en alarme/ 2 alarmes et 3 en alerte pour les indicateurs d'impact du choc.**

### 4) Action précoce déclenchée

Une fois l'action précoce déclenchée, un filet de sécurité est mis en place. Il s'agit généralement d'une aide financière polyvalente qui comprend souvent des bons d'eau communautaires, des mesures de prévention des maladies (kits de santé et d'hygiène, moustiquaires), des intrants agricoles ou du fourrage pour le bétail.

### 5) Utilisation du modificateur de crise lorsque le choc dépasse les fonds disponibles pour une action précoce

Lorsque l'ampleur des chocs dépasse les ressources disponibles de la BRCIS pour une action précoce, un fonds d'urgence est activé, connu sous le nom de «Modificateur de Crise». Le Modificateur de Crise joue un rôle central en atténuant les stratégies d'adaptation négatives, en protégeant les biens de la communauté et en sauvant des vies, soit pendant la durée d'une crise à court terme, soit jusqu'à l'arrivée d'une réponse humanitaire à grande échelle dans le cas d'une crise plus importante. Sur la base du plan d'urgence établi par les CRC et le BRCIS, la prise de décision concernant la mise en œuvre du modificateur de crise est guidée par les critères suivants :

- La zone doit être signalée par le BRCIS RTRM ou par un choc soudain.
- La nécessité d'intensifier l'action précoce doit être justifiée.

- L'action précoce proposée doit être appropriée.
- Il devrait y avoir un manque d'acteurs humanitaires dans la région.

Par exemple, lors de la sécheresse de 2020 dans la région de Gedo, le consortium a mobilisé le Modificateur de crise pour fournir de l'eau par camion, facilitée par des bons d'eau pour les communautés subissant un stress hydrique intense.

## Enseignements tirés

### 1. Les comités communautaires peuvent renforcer les capacités locales et la coordination en vue de se préparer et de réagir aux chocs.

Les comités de résilience communautaires et les autorités de district ont joué un rôle de premier plan dans l'analyse des données de la BRCiS RTRM, dans l'examen des données secondaires, dans la diffusion des informations clés et dans l'examen des options d'action précoce pertinentes, y compris l'extension des filets de sécurité antichocs. Cela a permis de renforcer les capacités locales en matière de partage des informations d'alerte précoce, de planification des mesures d'urgence et de coordination des actions précoces.

### 2. Les communautés ont besoin de toute urgence d'un meilleur accès aux informations climatiques et météorologiques

Les participants au programme ont un accès limité aux informations d'alerte précoce et dépendent des alertes des ONG et des autorités locales. La phase 3 du BRCiS vise à combler cette lacune en aidant les communautés à accéder aux prévisions météorologiques et aux alertes sur les risques climatiques.

### 3. Une attention particulière a été accordée à la lenteur de l'adoption du système EWEA et à l'implication limitée des communautés dans ce système.

Le consortium BRCiS s'engage auprès des communautés pauvres et vulnérables pour améliorer la préparation et les actions de réponse au niveau local. En raison des chocs récurrents, les communautés sont devenues dépendantes des aides d'urgence. Au départ, les communautés n'étaient guère disposées à s'engager dans un système EWEA communautaire. Toutefois, à la suite d'activités ciblées de renforcement des capacités (par exemple, l'analyse des risques et de la vulnérabilité des communautés), les participants au programme se sont progressivement pris en charge le système et ont accru leur participation à diverses interventions.

### 4. Les crises localisées ne bénéficient pas d'une attention et d'un financement suffisants

Malgré l'intervention du BRCiS, des crises localisées continuent de se manifester, perturbant et érodant la capacité de la communauté à atténuer les chocs récurrents et à y faire face. En outre, le financement limité reste un défi. Les flux de financement de base ne sont pas suffisants pour financer la réponse requise, ce qui entrave l'efficacité du système EWEA.

## Perspectives d'avenir

Au cours des quatre dernières années, malgré les défis susmentionnés, le projet pilote BRCiS EWEA a réussi à réaliser des progrès tangibles en s'engageant avec les parties prenantes concernées et en formant des membres de la communauté sélectionnés pour gérer le système EWEA au niveau de la communauté. Vers la fin de BRCiS 2, la compréhension et l'assimilation des connaissances sur l'EWEA ont augmenté au niveau de la communauté.

À l'avenir, pour la phase 3 du BRCiS, les interventions de l'EWEA aideront les communautés à avoir un accès direct aux prévisions météorologiques à court terme et aux alertes sur les risques climatiques par le biais d'un système d'alerte par SMS, appelé Digniin (d'un mot somali signifiant «alerte»).

Des plateformes au niveau des districts seront mises en place pour faciliter l'échange d'informations sur les alertes précoces avec les communautés et soutenir la planification d'actions d'urgence (gestion décentralisée des catastrophes). Enfin, les acteurs humanitaires et la SODMA (Agence somalienne de gestion des catastrophes) utiliseront la surveillance communautaire (données RTRM) pour trianguler les sources secondaires et satellitaires, en veillant à ce que les perspectives locales soient prises en compte dans les données agrégées de haut niveau et les processus décisionnels d'action précoce.

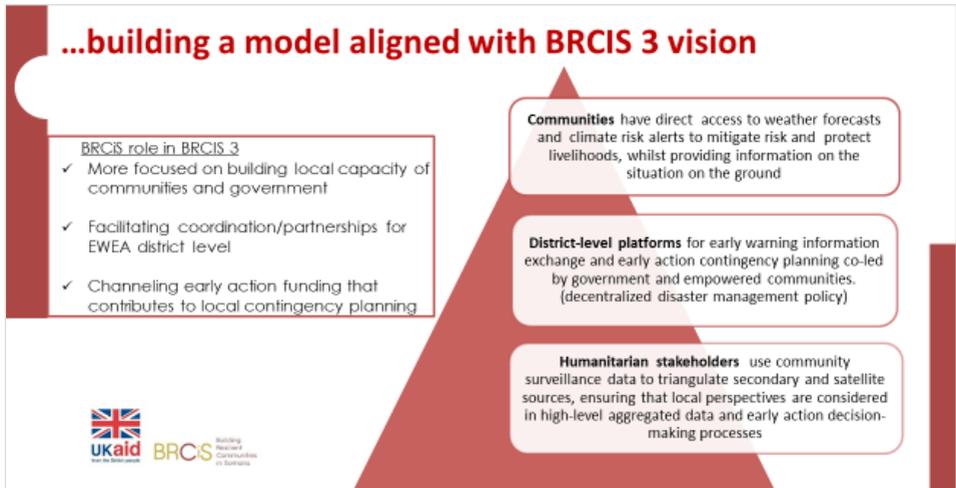


Figure 3 Cadre de la phase 3 de BRCiS

# PROSPER : Approches visant à renforcer la durabilité environnementale

Auteurs : Chris Connelly, Suzanne Elder et Madalitso Munthali

Le programme PROSPER (*Promoting Sustainable Partnership for Empowered Resilience* – Promouvoir des partenariats viables pour une résilience renforcée) a été mis en œuvre par Concern Worldwide (chef de file du consortium), United Purpose, GOAL Malawi, Kadale Consultants et CUMO Microfinance aux côtés d'un consortium d'agences de l'ONU dans le sud du Malawi entre 2019 et 2021. Le programme visait à réduire l'extrême pauvreté au sein des communautés ciblées et à mettre fin au cycle récurrent des crises et de l'assistance humanitaire.

La durabilité environnementale était au cœur des interventions du programme et constitue plus généralement l'un des huit thèmes transversaux de Concern Malawi. Les interventions ont encouragé les participants à adopter des pratiques écologiques qui créent des moyens de subsistance viables à long terme et qui protègent et restaurent les ressources naturelles des communautés. L'accent a été mis sur l'intégration de systèmes de marché favorables à la nature afin de protéger la durabilité des communautés et des environnements au-delà du cycle de vie du programme. Des interventions telles que la gestion des bassins versants ont été prévues pour lutter plus directement contre la dégradation de l'environnement, tandis que les interventions en matière d'agriculture intelligente face au climat, telles que la diversification des cultures, les semences tolérantes à la sécheresse et les systèmes d'irrigation, visaient à intégrer les questions environnementales et l'adaptation dans l'agriculture et les moyens de subsistance.

## Conception du programme

Les interventions à plusieurs niveaux du programme ont été coordonnées par les différentes organisations afin de garantir une

approche séquentielle. Les communautés ciblées ont été classées en trois catégories : Stepping Out (phase de sortie: ménages ayant la capacité d'accroître considérablement leurs moyens de subsistance), Stepping Up (phase d'ascension : ménages ayant la capacité de stabiliser leurs moyens de subsistance) et Hanging In (phase de soutien: ménages dépendant du programme de protection sociale du Malawi), en fonction de leurs capacités et de leurs stratégies potentielles en matière de moyens de subsistance. Chaque cohorte a bénéficié d'un ensemble d'interventions de renforcement de la résilience adaptées aux chocs, tant au niveau des ménages que des communautés. Ces interventions ont été soutenues par un engagement étroit avec des agents de changement communautaires afin d'identifier et d'exploiter les changements positifs au sein des marchés locaux et des communautés.

## Interventions clés

Un échantillon des domaines d'intervention clés qui caractérisent l'ensemble des interventions est présenté ci-dessous. Ces divers éléments contribuent aux objectifs environnementaux du programme, certains par des interventions autonomes et d'autres par l'intégration.

### *Agriculture intelligente face au climat*

En collaboration avec les services de vulgarisation du ministère de l'agriculture, le programme a formé 3 153 agriculteurs principaux (dont 49 % de femmes). À leur tour, ces agriculteurs leaders ont formé 81 113 agriculteurs suiveurs (60 750 issus de ménages en phase d'ascension et 33 750 de ménages en phase de sortie), soit 88 % de la population cible, au cours des deux années de mise en œuvre. Les agriculteurs leaders ont encouragé

les ménages à adopter les cultures intercalaires (adoptées par 35 % des agriculteurs suiveurs) et l'agriculture de conservation (adoptée par 41 % des agriculteurs suiveurs). Ils ont également supervisé les essais de variation du maïs (adopté par 43 % des agriculteurs suiveurs) et des légumineuses (adopté par 34 % des agriculteurs suiveurs). Ces interventions ont contribué à rendre les agriculteurs plus résistants au climat, en adaptant leurs pratiques agricoles à des précipitations de plus en plus imprévisibles et en réduisant l'impact des périodes de sécheresse.

Les foires aux intrants du programme, conçues pour réduire les obstacles rencontrés par les participants dans l'accès à des intrants agricoles de qualité, ont été organisées dans l'ensemble des communautés participantes et ont été adaptées dès la première année pour utiliser les systèmes de marché locaux, ce qui a contribué à un accès plus durable à des semences et des intrants diversifiés pour faire face au changement climatique. Le programme a fourni des bons équivalents en espèces pour les foires aux intrants à 26 458 agriculteurs en 2019 et à 59 822 agriculteurs en 2020. Plus de 20 % des agriculteurs ont cultivé de nouvelles cultures, notamment des pois d'Angole, du tournesol, des légumes, des arachides et du soja.



Mary Mandala et Eneles Mpela entretiennent le bassin versant de Phalombe, au Malawi. Sur cette photo, elles nettoient la rigole qui détourne l'eau de ruissellement vers la nappe phréatique au lieu d'inonder les fermes situées en contrebas. Photo : Chris Gagnon/Concern Worldwide

Les techniques agricoles intelligentes les plus adoptées reflètent l'agroécologie locale de chaque district. En moyenne, les trois techniques les plus importantes sont les suivantes

- Amélioration de la préparation des terres (adoptée par 87 %)
- épandage de fumier d'animaux (adopté par 65%)
- Fumier de matières décomposées (adopté à 52%)

Le programme a également formé 1 022 agriculteurs leaders (40 % de femmes) à la manipulation post-récolte, qui ont à leur tour formé 26 000 agriculteurs suiveurs. Des sacs de stockage des récoltes améliorées de Purdue (95 382 au total) ont été distribués à 31 857 agriculteurs suiveurs. Cette intervention visait à réduire le gaspillage et les pertes alimentaires après la récolte, contribuant ainsi à réduire la production de déchets et à rendre les systèmes alimentaires plus efficaces et plus respectueux de l'environnement, tout en renforçant la sécurité alimentaire des agriculteurs ciblés.

### **Gestion des bassins versants et des ressources naturelles**

Une composante de gestion des bassins versants a encouragé les communautés adjacentes à gérer leurs ressources locales, en apportant la main-d'œuvre de la communauté pour compléter les outils et les semences fournis par le programme. La cohorte en phase de soutien a reçu une prime de 14 400 MWK, montant standard dans le cadre des programmes de travaux publics, en raison de son niveau de pauvreté plus élevé, tandis que les cohortes en phase d'ascension et de sortie ont bénéficié d'une prime réduite de 7 200 MWK.

Une première analyse effectuée par le gouvernement et le consortium PROSPER a permis d'identifier des sous-bassins et des micro-bassins stratégiques parmi les bassins versants locaux. Les membres des comités de gestion des bassins versants ont été formés à un module de gestion des ressources naturelles, axé sur la gestion durable des terres et de

l'eau. Ce module a été développé par la FAO et le Département de la conservation des ressources foncières spécifiquement pour le contexte malawien, et a touché 488 membres de comités. Les formations se sont concentrées sur les techniques de conservation des sols et de l'eau, notamment la construction de crêtes, de tranchées profondes et de rigoles, ainsi que sur la gestion des pépinières.

Les initiatives relatives aux bassins versants visaient à réduire la fréquence et l'impact des crues soudaines, ainsi que le ruissellement et l'érosion des sols, en retenant l'eau dans le bassin versant pour augmenter l'humidité du sol et régénérer les eaux souterraines. Les communautés ont observé que la production agricole s'est améliorée grâce aux interventions dans les bassins versants. Elles ont noté en particulier que moins de plantes étaient perdues à cause des périodes de sécheresse en raison de l'augmentation de l'humidité du sol pour soutenir ces périodes. Le reboisement accru dans les zones situées au sommet des collines pour protéger les stocks d'arbres existants a amélioré la couverture du sol, tandis que les structures de rétention d'eau ont réduit l'incidence des crues soudaines.

### **Accès au financement**

Les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) des programmes étaient des groupes auto-élus qui regroupaient des participants de chaque cohorte. Géré par un volontaire sélectionné par la communauté, le programme a soutenu les associations à travers quatre phases de formation pour s'assurer que les groupes indépendants avaient la capacité de gérer leurs propres activités d'épargne, de crédit et d'assurance avec un minimum de supervision et de soutien.

Sur une période de deux ans, les membres des AVEC ont obtenu des prêts d'une valeur de 708 313 069 MWK (687 682 GBP) à partir d'une épargne de 1 270 310 069 MWK (1 233 311 GBP) pour soutenir la diversification de leurs moyens de subsistance par le biais de diverses petites entreprises et activités agricoles. Cela a permis d'accroître les revenus et la résilience des ménages et de réduire la nécessité pour les ménages de recourir à des stratégies d'adaptation négatives telles que la

production de charbon de bois, l'élimination du couvert végétal pour les cultures ou l'utilisation de pratiques agricoles non durables. Le modèle AVEC a également renforcé les liens avec le partenaire de micro-finance du consortium, CUMO, améliorant ainsi l'accès des communautés à des micro-prêts formels plus importants et à des produits de micro-assurance, ainsi qu'à des modules de formation à l'entrepreneuriat numérisés. La composante AVEC du programme était fortement axée sur l'autonomisation des femmes: 57 % des formateurs communautaires et 81 % des membres des AVEC étaient des femmes.

Le programme a travaillé avec 10 acteurs du secteur privé pour développer des initiatives commerciales favorables aux pauvres. Ces modules ont permis à 108 000 personnes d'accroître leur productivité et leurs revenus. Parmi ces initiatives, on peut citer l'agriculture contractuelle incitative, qui vise à rendre le système alimentaire et le système de marché plus efficaces, et la production agricole plus prévisible et mieux gérée.

### **Indice météorologique assurance rendement par zone**

Le programme a mis en place un produit d'assurance indexé sur les conditions météorologiques, développé par le PAM et les compagnies d'assurance, afin de promouvoir l'adoption par les communautés de l'assurance comme mesure d'adaptation à la réduction des risques face à des conditions météorologiques de plus en plus imprévisibles, et son impact sur la sécurité alimentaire.

L'assurance indice météorologique / rendement par zone est un type d'assurance agricole facultatif qui offre aux agriculteurs une protection contre des événements météorologiques spécifiques qui ont un impact sur l'ensemble de la communauté. Dans le cadre du programme, cette assurance a été spécifiquement axée sur les cultures pluviales. Les primes ont été fixées en fonction du risque associé aux différentes cultures, de la taille des parcelles et de l'emplacement. Pour PROSPER, elle a été fixée à 16,23 USD (12 000 MWK) par agriculteur pour deux cultures, subventionnée pour les agriculteurs de PROSPER à hauteur de 75 % la deuxième année, 50 % la troisième

**Tableau 2 : Services d'assurance de CUMO**

Type d'assurance	Primes cumulées (MWK)	Total des clients	Femme
Assurance maladie-vie de crédit (CHLI)	7,363,080	6203	77%
Assurance des prestations funéraires familiales (PFPF)	1,480,200	4629	75%
Area Yield Index Insurance (Clients 25% est MWK1702300 et PROSPER 75% est MWK5162694)	1,702,300	565	59%
Total	10,545,580	11,397	75%

année et 25 % la quatrième année. Les agriculteurs ont été informés que le paiement des primes d'assurance ne garantissait pas le paiement à la fin de chaque saison.

Parmi les services d'assurance fournis par la CUMO, c'est l'assurance sur l'indice de rendement à la surface qui a été la moins utilisée. Sur un objectif initial de 4 500 agriculteurs, 565 agriculteurs (233M, 332F) ont souscrit au produit lors de la première tranche. Alors que l'intérêt semblait élevé, la période de l'année (décembre/janvier) à laquelle le produit a été promu a permis aux agriculteurs disposant d'un budget disponible limité d'acheter le produit, alors qu'ils ne devaient contribuer qu'à hauteur de 25 % du coût de la prime.

Au cours de la période du programme, le produit d'assurance s'est déclenché dans certaines localités, déclenchant un paiement pour les ménages touchés par une période de sécheresse prolongée. Toutefois, certains clients se sont déclarés insatisfaits des retards de paiement alors que leurs récoltes avaient été touchées par des périodes de sécheresse.

*«L'autre année (en référence à 2020), on nous a dit de souscrire une assurance, afin d'être couverts en cas de catastrophe. Cependant, lorsque nous sommes touchés, nous ne recevons rien et nous nous demandons où va notre argent».* Chef de groupe de village, Chikwawa

Malgré cela, on a estimé que le programme avait réussi à démontrer les avantages des produits d'assurance pour la réduction des risques et

qu'il s'agissait d'un investissement pertinent des ressources pour protéger les petits exploitants agricoles des risques liés au changement climatique. Le programme d'assurance a depuis été étendu sous l'égide du PAM et de ses partenaires en matière d'assurance. CUMO continuera également à s'engager auprès des communautés pour contribuer à une meilleure compréhension et à l'adoption du produit.

### **Irrigation**

Un système de fonds renouvelable a été mis en place au sein des communautés cibles pour financer les systèmes d'irrigation. Au total, 15 939 participants aux groupes d'irrigation ont remboursé une partie des coûts des systèmes d'irrigation par gravité et par pompe à pédale, ce qui a augmenté leur productivité et leur a permis de s'affranchir quelque peu de l'agriculture pluviale, avec des saisons de culture supplémentaires. Cet argent a été distribué aux groupes d'irrigation pour l'achat de matériel d'irrigation supplémentaire ou d'intrants agricoles. Des cultures à haute valeur ajoutée étaient également disponibles sur la base d'un remboursement.

### **Approche des systèmes de marché**

Les premières évaluations de marché du programme ont révélé que de nombreux marchés locaux d'intrants agricoles étaient soit sous-approvisionnés, soit en demande insuffisante. Le partenaire commercial du programme (Kadale Consultants) a identifié des partenaires du secteur privé intéressés par la fourniture d'intrants agricoles et l'achat



Chifunilo Chisale, 31 ans, est ravie d'utiliser une pompe à pédale pour irriguer ses cultures d'hiver. Elle affirme ne plus souffrir d'insécurité alimentaire. Photo : Chris Gagnon/Concern Worldwide : Chris Gagnon/Concern Worldwide

de produits agricoles auprès des ménages pauvres et extrêmement pauvres, qui étaient les participants cibles du programme. Le programme a établi des liens avec des entreprises qui vendent des semences, des produits agrochimiques et des produits agro-vétérinaires aux petits exploitants, et les a impliquées dans des innovations et des approches favorables aux pauvres, ce qui a entraîné une augmentation de la productivité et des revenus. Dans un contexte de forte dépendance à l'égard des engrais chimiques, les produits agrochimiques ont été encouragés dans le cadre de mélanges d'engrais biologiques et chimiques. Les produits agro-vétérinaires ont amélioré la santé des animaux et facilité la production de fumier pour le compostage biologique. Le programme a également encouragé l'établissement de liens avec des organisations travaillant dans le cadre d'une agriculture contractuelle incitative, ce qui a renforcé la sécurité des revenus et la stabilité de la production alimentaire pour les agriculteurs.

Dans les différents districts, le programme s'est engagé avec 127 négociants agricoles par l'intermédiaire de Concern Worldwide à

Mangochi/Phalombe, 55 par l'intermédiaire de GOAL à Chikwawa et 143 par l'intermédiaire de United Purpose à Balaka/Mangochi.

En 2020, Kadale Markets a réalisé une évaluation qui a montré que 70 % des bénéficiaires étaient satisfaits des prix compétitifs, de la qualité et de la variété des intrants proposés. Les ventes ont augmenté grâce à l'arrivée de nouveaux clients chez les négociants en produits agricoles.

### **Systèmes d'alerte précoce au niveau communautaire et systèmes de RRC au niveau du district**

Le programme a travaillé en étroite collaboration avec les communautés, les membres des comités de protection civile des districts et des villages et les conseils de district pour se préparer à d'éventuelles intempéries et autres catastrophes. Des exercices de planification participative de scénarios ont permis de partager des prévisions météorologiques à échelle réduite pour la période d'octobre à avril. Le programme a également collaboré avec les parties prenantes pour élaborer des plans d'urgence pour les principaux risques identifiés dans les districts, notamment les inondations, les périodes de sécheresse, les tempêtes, les épidémies de choléra et les vers de terre d'automne, ce qui a contribué à l'adaptation des communautés aux événements météorologiques liés au changement climatique et à leur capacité à adapter leurs pratiques agricoles et leur prise de décision en fonction des prévisions météorologiques. Des simulations ont été réalisées au niveau communautaire pour soutenir les réponses potentielles aux inondations ou autres catastrophes, et les VCPC ont reçu des équipements, ainsi que des pluviomètres et des jauges fluviales, afin de renforcer les systèmes d'alerte précoce.

## **Principaux enseignements et recommandations**

### **Général**

- L'approche de l'agriculteur leader a permis de diffuser des technologies améliorées (et les avantages qui en découlent) auprès d'une large cohorte d'agriculteurs.

- La promotion de technologies agricoles spécifiques aux districts a permis d'accroître l'adoption de ces technologies dans l'ensemble des communautés.
- Le fait de combiner des interventions de court et à long terme et de proposer des formules sur mesure a encouragé les ménages à continuer à participer au programme.
- Les transferts d'argent aux agriculteurs, l'implantation des foires aux intrants près des communautés et l'augmentation du nombre de négociants agricoles dans les foires aux intrants ont contribué à une plus grande concurrence et à des prix plus équitables.
- L'utilisation de mécanismes de fonds renouvelables (pour les systèmes d'irrigation) et les liens avec les institutions locales de micro-financement ont permis d'établir des structures qui ont soutenu les structures du programme au-delà de sa durée de vie.

### **Durabilité environnementale**

- L'intérêt des agriculteurs pour les techniques de compostage biologique et leur adoption sont élevés lorsqu'ils disposent des connaissances et du soutien nécessaires - deux des trois pratiques agricoles intelligentes sur le plan climatique les plus adoptées étant liées à la production et à l'utilisation d'engrais biologiques. Toutefois, la dépendance à l'égard des engrais chimiques est également élevée et il faudra du temps pour les remplacer/compléter. Les approches mixtes engrais biologiques/chimiques peuvent constituer une étape vers des pratiques plus durables et favoriser l'amélioration de la structure et de la santé des sols.
- Les pertes de production et de rendement post-récolte constituent l'une des plus importantes pertes de produits et un gaspillage des ressources nécessaires à la production alimentaire. La réduction de ces pertes est essentielle pour améliorer l'efficacité des systèmes alimentaires et réduire l'impact sur l'environnement. La formation des agriculteurs leader à la manipulation post-récolte peut réduire ce gaspillage et ces pertes alimentaires post-récolte, grâce à l'amélioration du stockage et de la conservation post-récolte, à l'augmentation de la germination des graines (inoculant) et aux pertes dues aux parasites (lutte intégrée contre les parasites) au cours de la production. L'augmentation des rendements a également pour avantage de renforcer la sécurité alimentaire et les revenus des agriculteurs concernés.
- Les initiatives concernant les bassins versants ont réduit la prévalence et l'impact des crues soudaines et ont permis d'améliorer la production agricole. Ces avantages ont été les plus notables pendant les périodes de sécheresse, lorsque moins de plantes ont été perdues à cause du flétrissement, en raison de l'humidité accrue qui a été récoltée et conservée dans le sol. La gestion des bassins versants a également amélioré la couverture végétale, la conservation des sols et de l'eau et le reboisement.
- La sensibilisation des communautés à l'importance de la gestion des bassins versants et le renforcement des relations entre les chefs et les comités de bassin versant ont encouragé les communautés à s'approprier et à assumer la responsabilité de leurs bassins versants locaux.
- Le produit d'assurance indexé sur les conditions météorologiques a démontré le rôle potentiel de l'assurance dans la réduction des risques et la protection des petits exploitants agricoles contre le changement climatique, et a le potentiel de s'étendre à la fois pour protéger les rendements et les revenus des agriculteurs, et pour accroître la culture financière générale.

# Le plaidoyer mondial de Concern sur le changement climatique

Auteur : Sally Tyldesley

Les chapitres précédents de cette édition de Knowledge Matters présentent des exemples de la manière dont Concern continue à travailler avec les communautés les plus vulnérables dans le contexte d'un climat changeant. Notre approche de la résilience climatique consiste essentiellement à s'attaquer aux causes profondes de cette vulnérabilité et aux systèmes qui l'accroissent.

Jusqu'à présent, la réponse au changement climatique a été insuffisante pour prévenir les pires impacts. Un plaidoyer soutenu est nécessaire pour s'assurer que les gouvernements relèvent le défi et réagissent d'une manière qui place les personnes les plus vulnérables au cœur des décisions.

Le plaidoyer en faveur du climat est l'un des piliers de la stratégie mondiale de plaidoyer de Concern. Cette stratégie définit l'objectif de notre plaidoyer : renforcer la résilience et la capacité d'adaptation aux risques et catastrophes liés au climat dans tous les pays. Concern mène des actions de plaidoyer sur le changement climatique à différents niveaux de gouvernance, de l'échelon local à l'échelon mondial. Chacun de ces niveaux est important pour progresser.

Le plaidoyer au niveau national et local dans les pays où nous opérons varie d'un pays à l'autre, en fonction du contexte, des possibilités d'influence et de l'élément de la résilience climatique sur lequel les programmes de Concern se concentrent. Les thèmes communs sont la réduction des risques de catastrophes (RRC), l'alerte précoce, l'action précoce, la protection sociale adaptée aux chocs, la gestion de l'environnement et le financement de l'adaptation au changement climatique. Le plaidoyer dans les pays comprend souvent un travail avec les communautés pour renforcer

leur capacité à défendre des approches qui renforceront leur résilience.

Cet article est centré sur notre plaidoyer au niveau mondial et auprès des gouvernements des pays à hauts revenus dans lesquels nos bureaux d'appui sont basés, où nous nous concentrons sur la manière dont ils financent la résilience climatique et sur le montant de ces financements. L'un des principaux obstacles à l'action dans les pays à faible revenu reste le manque de financement. Notre plaidoyer au niveau mondial se concentre donc sur le déblocage d'un soutien financier et technique pour les pays à faible revenu par un engagement direct avec les principaux donateurs et parties prenantes, et en influençant l'agenda politique mondial. La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) est l'instance où sont fixés les objectifs et les orientations à long terme en matière de changement climatique ; nous engager à ce niveau nous permet d'influencer la situation dans son ensemble.

## Le contexte de notre plaidoyer mondial

Les pays à faible revenu sont exposés à certains des impacts climatiques les plus graves, ont la plus faible capacité d'adaptation et ont le plus grand mal à se remettre des impacts causés par les inondations dévastatrices, les sécheresses, les vagues de chaleur, les cyclones et l'élévation du niveau de la mer. Elles disposent également des ressources les plus limitées pour y faire face. Elles ont besoin d'urgence d'un soutien international pour les aider à faire face aux conséquences du changement climatique.

Les pays à revenu élevé ont une dette morale et écologique envers les pays à faible revenu pour les dommages qu'ils ont causés à la planète et

leur contribution au changement climatique. Cette dette inclut des responsabilités financières. Chez Concern, nous sommes convaincus que la manière dont le monde réagit au changement climatique doit être conforme aux principes d'équité et de *justice climatique*. Les pays les plus responsables du changement climatique sont également les plus à même de couvrir les coûts liés à ses conséquences. Les pays à revenu élevé - comme les États membres de l'UE, le Royaume-Uni et les États-Unis - doivent fournir les moyens permettant aux pays plus pauvres de se préparer à l'augmentation des impacts climatiques et de suivre une voie de développement propre et respectueuse du climat.

Les négociations des Nations unies sur le changement climatique sont un mécanisme que nous pouvons utiliser pour obliger les pays à revenu élevé à assumer leurs responsabilités. Dans le cadre du processus des Nations unies sur le climat, les pays à revenu élevé se sont engagés à allouer 100 milliards d'USD par an, de 2020 à 2025, pour aider les pays à faible revenu à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à faire face aux conséquences du changement climatique. Cet engagement, pris en 2009, n'a pas encore été respecté et les 100 milliards de dollars devraient être atteints en 2023.

L'engagement de 100 milliards de dollars devait être investi de manière équilibrée en aidant les pays à s'adapter aux effets du changement climatique et en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Dans la pratique, cet équilibre n'a pas été atteint. En 2020, Concern a commandé une analyse des flux de financement de l'adaptation au niveau mondial, qui montre que

- Les fonds alloués pour aider les pays à s'adapter aux effets du changement climatique sont insuffisants ; les pays à revenu élevé ne respectent pas leurs engagements.
- Les fonds investis dans l'adaptation n'ont pas été bien ciblés sur les pays qui en avaient le plus besoin. En particulier, les contextes fragiles n'en bénéficiaient pas.

L'analyse de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) a montré qu'en moyenne, les pays présentant une vulnérabilité élevée ou très élevée au changement climatique ont reçu moins d'un quart des fonds d'adaptation par personne alloués aux pays présentant une vulnérabilité faible ou très faible. Trente-deux de ces pays les plus vulnérables ont reçu moins de 1 USD par personne en financement pour l'adaptation au changement climatique et la RRC. Une grande partie des pays les plus négligés sont ceux qui connaissent des crises prolongées ou qui sont fragiles<sup>1</sup>.

Des négociations sont en cours dans le cadre du processus des Nations unies sur ce que devraient être les engagements en matière de financement de la lutte contre le changement climatique après 2025. En outre, lors de la COP27, une décision historique a été prise concernant la création d'un nouveau fonds pour les pertes et dommages, reconnaissant ainsi que nous subissons déjà les effets négatifs du changement climatique. Des actions de plaidoyer sont nécessaires pour s'assurer que les nouveaux engagements et mécanismes de financement adoptés tiennent compte de l'insuffisance des fonds alloués à l'adaptation et des difficultés à faire parvenir ces fonds aux personnes qui en ont le plus besoin.

## Ce que Concern fait au niveau mondial

Concern s'efforce de maintenir la pression politique sur les gouvernements des pays à hauts revenus afin qu'ils respectent les engagements qu'ils ont pris :

- **Commande d'une analyse de la mise en œuvre du financement du climat** afin de demander des comptes aux pays à revenu élevé. Par l'intermédiaire de la Zurich Flood Resilience Alliance (ZFRA), nous avons financé une analyse de la destination des fonds destinés à l'adaptation. Cette analyse a mis en évidence le fait que les contextes fragiles ne bénéficient actuellement pas

<sup>1</sup> [https://www.ifrc.org/sites/default/files/2022-11/20221108\\_Clim ateSmartFinance.pdf](https://www.ifrc.org/sites/default/files/2022-11/20221108_Clim%20ateSmartFinance.pdf)

de mesures d'adaptation, bien que de nombreux États fragiles soient également très vulnérables aux effets du climat<sup>2</sup>. La ZFRA a également demandé à l'ODI d'examiner quels pays respectent leurs engagements en ce qui concerne les 100 milliards d'USD. Auparavant, l'incapacité à atteindre l'objectif de financement de la lutte contre le changement climatique était imputée à l'ensemble des pays développés, ce qui rendait difficile la responsabilisation de certains d'entre eux. L'analyse de l'ODI a révélé que l'Australie, le Canada et les États-Unis sont loin d'être à la hauteur du financement international de la lutte contre le changement climatique. Seuls sept pays riches ont fourni leur juste part en 2020 et se sont engagés à verser la totalité du montant jusqu'en 2025 : La Suède, la Norvège, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Danemark, la France et le Japon. Cependant, la qualité de ce financement climatique est également importante ; bien que la France et le Japon aient fourni leur juste part, une très grande partie de leurs ressources sont fournies de manière bilatérale et sous forme de prêts, et seule une petite partie est consacrée à l'adaptation au changement climatique<sup>3</sup>.

- **Maintenir la question à l'ordre du jour des médias et du public**, en utilisant des moments clés tels que les négociations des Nations unies sur le changement climatique pour partager nos messages et l'urgence de l'action requise. Par exemple, sous l'égide de Concern Malawi, nous avons mené une campagne sur Twitter pour attirer l'attention sur les insuffisances des engagements en matière de financement climatique. Dans le cadre du travail médiatique de Concern, l'accent a été mis sur le fait que le changement climatique n'est pas un problème à venir, mais qu'il se produit aujourd'hui. Cette démarche s'accompagne d'un effort stratégique visant à communiquer le lien entre le changement climatique et la faim extrême,

le changement climatique étant l'un des principaux facteurs de ce phénomène.

- **Travailler en collaboration avec d'autres pour amplifier nos messages.** N'étant qu'une organisation parmi d'autres dans un espace occupé et politiquement tendu, Concern travaille en étroite collaboration avec d'autres acteurs qui s'alignent pour faire pression en faveur d'une plus grande action sur le changement climatique. En particulier, nous travaillons en étroite collaboration avec nos partenaires de la ZFRA et participons activement au Réseau Action Climat, à Stop Climate Chaos Ireland, à la Coalition 2030 et à Dóchas afin de partager nos messages avec d'autres et de nous assurer que nous parlons d'une seule voix avec d'autres acteurs pour un plus grand impact.

## Quel impact avons-nous constaté ?

Le financement du climat est l'une des questions les plus controversées dans le cadre des négociations des Nations unies sur le changement climatique, et les progrès peuvent être lents. Toutefois, au cours des deux dernières années, nous avons assisté à des évolutions positives :

- Les contextes fragiles font désormais l'objet d'une plus grande attention dans l'espace climatique. La présidence émirienne de la COP28 a annoncé que les États fragiles étaient au cœur de la COP de cette année, la première journée thématique étant consacrée aux contextes fragiles.
- Dans la stratégie britannique de financement du climat, publiée en mars 2023, les États fragiles sont désormais considérés comme une priorité, au même titre que les pays les moins avancés.
- Lors de la COP26 en 2021, les pays à revenu élevé se sont engagés à doubler le financement de l'adaptation par rapport aux niveaux de 2019 d'ici 2025 (ce qui porterait le financement de l'adaptation à 40 milliards d'USD par an).

<sup>2</sup> <https://www.concern.net/knowledge-hub/what-cost>

<sup>3</sup> [https://cdn.odi.org/media/documents/A\\_fair\\_share\\_of\\_climate\\_finance.pdf](https://cdn.odi.org/media/documents/A_fair_share_of_climate_finance.pdf)

- La feuille de route irlandaise sur le financement du climat<sup>4</sup>, publiée en 2022, s'est engagée à maintenir l'accent sur le soutien à l'adaptation et à la résilience au changement climatique dans certains des pays les plus vulnérables au climat dans le monde.
- Utiliser la recherche financée par la ZFRA sur le financement de l'adaptation au climat, ainsi que lier notre plaidoyer sur le climat, la faim et les conflits, pour s'assurer que les nouveaux engagements sur le financement du climat ne se fassent pas au détriment d'autres parties de l'aide au développement (APD). Le financement de la lutte contre le changement climatique doit être véritablement nouveau et additionnel, et ne pas se limiter à un double comptage de l'APD. Nous nous pencherons également sur la malnutrition liée au climat et sur les données issues de nos programmes concernant l'intégration de la nutrition dans les programmes d'adaptation au climat, et vice versa.

## Quelle est la prochaine étape ?

Il reste encore beaucoup à faire pour que les engagements soient respectés, et Concern peut jouer son rôle en poussant à l'action :

- Continuer à partager les preuves et l'expérience vécue des impacts du changement climatique sur les personnes avec lesquelles nous travaillons, y compris en travaillant à amplifier les ONG locales et nationales. Nous avons commencé à le faire, par exemple en soutenant le réseau des jeunes du Malawi sur le changement climatique pour qu'il puisse participer aux COP26 et 27.
- Apprendre des autres membres de l'organisation ce qui fonctionne pour renforcer la résilience climatique des populations, en particulier dans les contextes fragiles. Cela permettra de s'assurer que les leçons tirées de la communauté au niveau national influencent les discussions et la réflexion à l'échelle mondiale. Il s'agit notamment de trouver des occasions pour les experts des équipes nationales de participer à des forums régionaux et mondiaux de partage des enseignements, en particulier dans les domaines où nous construisons notre propre base de données : systèmes d'alerte précoce et d'action rapide, solutions basées sur la nature, RRC menée par les communautés et localisation du financement pour la RRC et l'adaptation.

<sup>4</sup> <https://www.irishaid.ie/media/irishaid/publications/2022-Irelands-International-Climate-Finance-Roadmap-Digital.pdf>

# Auteurs contributeurs

---

- **Michael Mulpeter** - Conseiller organisationnel en matière de climat et d'environnement, Concern Worldwide Ireland
- **Sally Tyldesley** - Responsable du plaidoyer, Concern Worldwide UK
- **Mulugeta Terfa** - Coordinateur principal de la qualité des programmes, Concern Worldwide Ethiopia
- **Tsedeke Desalegn**, conseiller technique en sécurité alimentaire et moyens de subsistance, Concern Worldwide Ethiopia
- **Lulseged Tolla**, directeur de la qualité des programmes, Concern Worldwide Ethiopia
- **Abdulkadir Ibrahim**, responsable du programme de résilience, Concern Worldwide Somalie
- **Shafqat Ullah** - Spécialiste des programmes d'inclusion et des moyens de subsistance, Concern Worldwide Pakistan
- **Seona McLoughlin**, Desk Officer et coordinatrice à Zurich, Concern Worldwide Ireland
- **Afsari Begum**, gestionnaire de programme - Projet de résilience aux inondations et aux SUFAL Concern Worldwide Bangladesh
- **Thomas Mayuen**, Chef de projet sécurité alimentaire, Concern Worldwide Sud Soudan
- **Jackson Mekenye**, coordinateur des moyens de subsistance, Concern Worldwide Kenya
- **Wongani Kawonga**, responsable du soutien aux programmes, Concern Worldwide Malawi
- **Madalitso Munthali**, coordinateur de programme, Concern Worldwide Malawi
- **Suzanne Elder**, directrice de programme, Concern Worldwide Malawi
- **Chris Connelly**, coordinateur du développement des programmes et des connaissances, Concern Worldwide Malawi

## À qui s'adresse la publication

Tous les personnels impliqués dans le développement, la mise en œuvre, la gestion, le suivi, l'évaluation et la communication du travail fait par Concern. Cette publication devrait aussi être partagée avec les partenaires.

## Ce qu'inclut cette publication

- Pratique prometteuse
- Apprentissage organisationnel
- Promotion d'approches de programmation multisectorielles et intégrées
- Liens vers les rapports complets

## Ce qu'elle n'inclut pas

- Des recommandations ciblées
- Des preuves supplémentaires ne figurant pas dans les documents cités
- Des descriptions détaillées des interventions ou de leur mise en œuvre

## GROUPE DE TRAVAIL DE RÉDACTION

Rédacteurs en chef du numéro: **Michael Mulpeter & Sally Tyldesley**

Rédacteurs en chef: **Chris Pain & Michelle Kearns**

### Mots clés

Alerte précoce et action rapide, gestion des ressources naturelles, plaidoyer mené par la communauté, durabilité environnementale, Les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), résilience, réduction des risques de catastrophes (DRR – Disaster Risk Reduction en anglais), d'adaptation au changement climatique (CCA en anglais)

Les points de vue exprimés dans Knowledge Matters sont ceux de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de Concern Worldwide et de ses partenaires. Concern Worldwide encourage l'impression et la reproduction de ces informations pour un usage exclusivement personnel et non commercial, à condition que la source soit clairement indiquée.

Conception et impression: Pixelpress

### Republic of Ireland

52-55 Lower Camden Street  
Dublin 2  
00 353 1 417 77 00  
info@concern.net

### Northern Ireland

47 Frederick Street  
Belfast  
BT1 2LW  
00 44 28 9033 1100  
belfastinfo@concern.net

### England and Wales

13/14 Calico House  
Clove Hitch Quay  
London  
SW11 3TN  
00 44 207 801 1850  
londoninfo@concern.net

### Republic of Korea

(04034) 5 fl, 12, Yanghwa-ro  
11-gil, Mapo-gu, Seoul,  
Republic of Korea  
00 82 324 3900  
www.concern.kr

### USA

355 Lexington Avenue  
16th Floor  
New York  
NY 10017  
00 1 212 5578 000  
info.usa@concern.net

[www.concern.net](http://www.concern.net)

# KNOWLEDGE MATTERS

Numéro 35 | Septembre 2023

**CONCERN**  
worldwide

ENDING  
EXTREME POVERTY  
WHATEVER  
IT TAKES